



HAL
open science

Sivas, une province turque entre local et global

Elise Massicard

► **To cite this version:**

Elise Massicard. Sivas, une province turque entre local et global. Les Études du CERI, 79, pp.51, 2001, Les études du CERI n°79. hal-03583189

HAL Id: hal-03583189

<https://sciencespo.hal.science/hal-03583189>

Submitted on 21 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Les Études du CERI
N° 79 - octobre 2001

**Sivas, une province turque
entre local et global**

Elise Massicard

Sivas, une province turque entre local et global

Elise Massicard

Institut d'Etudes Politiques de Paris, Centre Marc Bloch de Berlin

« C'est ici que la République a été fondée, c'est ici qu'elle sera détruite »¹

La Turquie contemporaine suscite intérêt et perplexité. La perspective de son éventuelle intégration à l'Union européenne inspire des interrogations, en particulier en ce qui concerne la « consolidation de la démocratie ». Jusque il y a peu, une réconciliation des institutions avec l'islam politique ainsi que la reconnaissance de droits culturels des minorités étaient considérés comme des enjeux majeurs. Or ces deux points sensibles ont été évacués sur un mode quasi militaire : l'islam politique avec le « coup d'Etat virtuel » du 28 février 1997, le PKK avec la capture d'Abdullah Öcalan en 1999. Plus récemment, l'affaire des prisons a confirmé cette gestion sécuritaire de l'opposition politique. Les contradictions du système politique turc ne sont pas réglées pour autant : la réforme institutionnelle tant attendue se met difficilement en place, et la crise financière actuelle ne facilite pas les choses. Mais la « société civile » intrigue tout autant : on assiste en effet à une victoire paradoxale du nationalisme sur fond de mouvements politico-identitaires.

Ce sont les modes du politique – les relations entre Etat et société, les recompositions identitaires, les cadres et les registres de mobilisation – qu'il convient d'interroger pour comprendre les dynamiques politiques qui animent la Turquie contemporaine. Les problématiques de la transnationalité, en dépassant le cadre étatique et unitaire tout en se rattachant à un débat plus général sur la territorialité en politique², ont posé en termes nouveaux les questions de l'allégeance et des mobilisations, et ont replacé l'Etat au centre du débat.

¹ Slogan des islamistes qui, en 1993, attaquèrent à Sivas les participants à une manifestation culturelle alévie (voir *infra*).

² Voir, entre autres, Badie 1995, Appadurai 1997, notamment le chapitre 9: « The production of locality ».

Or dans un pays aux disparités régionales considérables, très marqué par l'exode rural et l'émigration, où l'importance du « nationalisme de paroisse » est manifeste et l'intégration nationale toujours problématique, il semble pertinent d'élargir cette interrogation à l'espace intérieur. En effet, en tant qu'espace de mobilisation et de production de représentations, le territoire reste un répertoire pertinent d'analyse du politique en Turquie. Loin d'avoir disparu, les identités régionales recomposées sont devenues des vecteurs d'identités communautaires ou d'articulation politique, dépassant parfois le territoire turc, mais s'y réinvestissant souvent comme le montre l'émigration turque en Europe.

Pour comprendre ces dynamiques, nous avons choisi le cas de Sivas. Ce choix n'est pas fortuit : cette ville a marqué l'actualité en 1993, quand les participants à une manifestation culturelle alévi y furent assiégés dans un hôtel. Trente-sept d'entre eux furent brûlés vifs par des manifestants de la droite radicale qui dénonçaient la présence d'Aziz Nesin, intellectuel athée responsable de la traduction en turc du roman de Salman Rushdie *Les Versets sataniques*. Mais au-delà de cet événement-matrice qui est devenu la principale image de marque de la ville, Sivas, située à l'Est de l'Anatolie centrale, est très représentative de ce que sont les provinces de Turquie : le lieu des difficultés économiques, des conflits politiques et identitaires parfois armés, saigné sans trêve par l'émigration depuis le milieu du siècle, et même avant. Or sa géographie humaine complexe et son histoire mouvementée ont fait de Sivas à la fois un site-clé de la fondation de la République kémaliste, un haut lieu des révoltes kurdes, une citadelle du mouvement islamiste, l'un des principaux centres de l'alévisme... et partant, un lieu-phare des discours républicain, kurde, islamiste et alévi, et de leurs imaginaires respectifs. En tant que département très marqué par l'histoire politique turque, lieu de coexistence souvent politisée de différents groupes, exporté par les migrations, Sivas semble se prêter à une étude de la territorialité politique en Turquie républicaine, entre modalité d'intégration et ressource de mobilisation.

Nous proposons donc une lecture de Sivas en trois temps : tout d'abord, une brève histoire de l'intégration «classique » d'une périphérie à la nation, qui témoigne d'une marginalisation croissante de Sivas et de l'échec du projet étatique d'intégration régionale. En second lieu, une réflexion sur les recompositions de la province par ses migrations, qui montre le rôle des groupes segmentaires dans la mobilité et l'articulation des mobilisations politiques et identitaires sur plusieurs espaces. Enfin, l'hypothèse d'une régionalisation paradoxale, où le terroir devient un registre de mobilisations opposées au niveau national : Sivas, à la fois par le surinvestissement symbolique dont elle fait l'objet dans divers discours politiques nationaux et par la politisation de la provenance dans les métropoles, peut-elle être envisagée comme un facteur de polarisation politique et identitaire à l'échelle de la Turquie ?

« Province » et « périphérie » en Turquie républicaine

Si notre étude s'inscrit dans la période républicaine, ce n'est pas parce que l'histoire de Sivas s'y limite : l'origine grecque du nom (*Sébastée*) témoigne qu'elle lui est bien antérieure, et Sivas était déjà une *vilayet* (province) ottomane. Mais à une logique d'empire fondée sur le contrôle indirect de la population à travers ses communautés et donc sur une accommodation avec les particularismes locaux, ethniques et religieux, souvent par l'intermédiaire de notables, s'est substituée une logique d'Etat-nation, fondée sur le contrôle administratif du territoire, l'uniformisation et l'intégration de la population. Cette substitution, amorcée dès le XIX^{ème} siècle et consacrée par l'avènement de la République, marque une nouvelle problématique territoriale qui sera double : «Le problème de l'intégration politique de cette structure segmentaire ne recoupe que partiellement le problème de l'intégration nationale »³. Il s'agira, d'une part, d'intégrer les communautés à la nouvelle nation ; d'autre part, d'intégrer la nation sur une base territoriale.

Dans ce cadre, le *il* – équivalent du département pour reprendre la terminologie de Bazin – acquiert un rôle central en tant qu'unité de base du découpage administratif turc, faute de région. La consécration de Sivas comme *il*, le second de Turquie par sa taille, est un cas parmi d'autres d'ingénierie administrative, qui entraîne tout d'abord une hiérarchisation du territoire : même si Sivas est une ville très ancienne, sa primauté a longtemps été contestée par sa voisine Divrigi, aujourd'hui intégrée au département comme simple sous-préfecture (*ilçe*), et dont l'importance a de fait considérablement diminué. Cette ingénierie administrative est en outre perceptible dans la création régulière de nouveaux arrondissements (la dernière date de 1999), remodelages dans lesquels les calculs électoraux et les perspectives de ressources accrues ne sont jamais absents. De même, il n'est pas rare que tel village, pour des raisons pratiques, soit rattaché à un département voisin. Les frontières du département, arbitraires et fluctuantes, répondent donc à une logique administrative et politique.

A cette hiérarchisation du territoire correspond une polarisation de l'espace autour des villes. Ainsi «Sivas » désigne à la fois la ville principale et sa province, comme c'est presque toujours le cas en Turquie. On qualifie de « *hemsehri* » (littéralement « de la même ville ») des gens de même provenance régionale, ce qui ne signifie ni qu'ils habitent cette ville, ni qu'ils en sont originaires : ils peuvent très bien venir de l'un des nombreux villages éloignés qui y sont attachés administrativement, et n'avoir jamais vu la cité en question. Le *hemsehrilik* peut ainsi désigner des espaces très différents qui, même s'ils n'ont rien à voir avec la ville sont exprimés par rapport à elle.

De fait, le département ainsi créé ne correspondait à aucun espace économique préexistant, à aucune unité ethnique, linguistique ou religieuse. Au contraire, Sivas est caractérisée par une très grande diversité linguistique (turc, kurmandji, zaza) et

³ Mardin 1973, p. 177.

religieuse (sunnites, alévis, chrétiens⁴), ainsi que par de nombreux « microclimats » : quelques tribus turkmènes ou kurdes, familles étendues (la région de Çamsih à Divrigi par exemple est caractérisée par des logiques microlocales et une histoire propre), vallées longtemps enclavées et recomposées par les moyens de communication, mais qui gardent jusqu'à aujourd'hui, ou recréent, une certaine cohérence (Sarıçiçek à Divrigi). La politique d'assimilation lancée dans les années vingt, notamment par le biais de l'enseignement et du folklore, avait pour objectif d'homogénéiser la population en rapportant les différences à des lieux, et non plus à des communautés. C'est une tradition alévie, celle des troubadours, que le folklorisme kémaliste a redéfini alors comme identité régionale de Sivas, et qui est devenue l'image uniforme de la province donnée à l'extérieur, par le biais de la radio nationale et des célébrations officielles.

Hiérarchisation et polarisation du territoire, homogénéisation de la population sur une base territoriale : la consécration administrative de Sivas dans une logique d'Etat-nation a eu certains effets de réalité qui, eux, sont loin d'être purement administratifs, et dépassent la province même.

De la République aux extrêmes, du centre à la périphérie : la marginalisation d'une région

Comment la province, au sens de réalité socio-économique, s'est-elle intégrée à la nation ? A vrai dire, l'histoire de Sivas sous la République est celle d'une mise en exergue suivie d'une marginalisation progressive : d'abord haut-lieu du kémalisme, Sivas est devenue de plus en plus périphérique par rapport au pays.

La fondation contestée de la République

A l'issue de la Première guerre mondiale et de la guerre d'Anatolie qui mirent un terme au dépeçage de l'Empire ottoman, Sivas était l'une des seules régions non occupées par les forces étrangères. En outre, son encastrement dans une chaîne de montagnes en faisait une région « sûre ». C'est la raison pour laquelle Mustafa Kemal, dans sa campagne de reconquête du pays, y convoqua en 1919 un congrès qui marqua la création de la République turque. C'est de ce moment fondateur que Sivas a hérité une charge historique et émotionnelle forte, qui perdure jusqu'à aujourd'hui.

Mais la fondation de la République se heurta, à Sivas même, à de nombreuses oppositions. Tout d'abord, la propagande contre Mustafa Kemal en campagne y fut

⁴ Jusqu'en 1915, la contrée eut une importante population d'Arméniens habitant dans les centres et les villages (environ 12 000 hommes selon certaines sources, voir Çoskun 1995, p. 158), bien que leur nombre ait beaucoup diminué dès la fin du XIX^{ème} siècle, pour différentes raisons dont l'une fut un phénomène de conversion à l'alévisme (Kieser 1998, p. 282).

virulente. Une opposition islamique conduite par le cheikh Recep – dont on ignore dans quelle mesure elle fut suivie – exprima en 1919 son attachement au sultan et son manque de confiance envers le « traître » Kemal. Mais c'est surtout la région de Koçgiri, à l'est de Sivas (entre les bourgs de Zara, Susehri, Divrigi et jusqu'aux provinces d'Erzincan et de Tunceli) qui fut le théâtre du premier soulèvement kurde contre le régime d'Ankara. La grande tribu Koçgiri, kurde et alévie (estimée à 50 000 membres) initia dès 1919 un mouvement visant à établir une région autonome, puis un « Kurdistan indépendant comprenant les régions de Diyarbakir, Van, Bitlis, Elazig et du Dersim-Koçgiri », en s'appuyant pour soutenir ses revendications sur le traité de Sèvres et sur les quatorze points du président Wilson. En 1921, les insurgés prirent les bourgs de Kangal, Hafik, Divrigi, Zara, Refahiye, Kuruçay et Kemah. Quelques milliers de Dersimis, se préparant à progresser vers Ankara contre l'assemblée de Kemal, saccagèrent un hameau et massacrèrent ses habitants turcs sunnites, inaugurant une tactique abondamment reprise par la suite. L'insurrection menée en coopération avec des tribus alévies de Tunceli se propagea aux autres tribus kurdes de la région, avec le soutien de cercles stambouliotes. Le gouvernement d'Ankara déclara alors la loi martiale et prévint des mesures radicales, très controversées au Parlement : division et déportation de la tribu, destruction des biens et maisons des dirigeants et des villages des partisans. D'après le gouverneur de Sivas de l'époque, cent trente villages furent entièrement détruits⁵. Bref, Sivas fut le lieu de naissance difficile et par la force d'un ordre politique nouveau, dès lors confronté à diverses oppositions, notamment d'ordre ethnique et religieux.

Un lieu-clé du kémalisme modernisateur

Sivas, célébrée pour son rôle dans la guerre d'indépendance, fut dès les débuts de la République un haut lieu du kémalisme. La rumeur veut même que le pouvoir ait envisagé d'en faire la capitale du nouvel Etat... Dès 1923 s'ouvrit donc à Sivas une antenne des foyers turcs, dix ans plus tard les maisons du peuple, et peu après un institut de village, institutions républicaines témoins d'une vision paternaliste des élites kémalistes de l'Anatolie, à la fois retour aux sources, au « peuple vrai », et lieu moyenâgeux qu'il fallait moderniser⁶. Promue ville pilote, Sivas fut en outre dotée d'importants investissements publics. Alors que la jeune République construisait un réseau ferré pour désenclaver l'Anatolie, Sivas devint le centre ferroviaire du pays, là où les lignes Est-Ouest et Nord-Sud se rejoignent : des usines ferroviaires, des sites d'extraction y furent installés. L'industrie était chose nouvelle pour cette contrée agricole et cette ville modestement artisanale. Ces grands projets, initiés dans les années trente et quarante et poursuivis par des investissements jusqu'au début des années cinquante, firent de Sivas un centre industriel qui attira les paysans que leurs terres peu fertiles n'arrivaient plus à nourrir, de surcroît éprouvés par la surpopulation et l'économie de guerre.

⁵ Kieser 1998, p. 305.

⁶ En ce qui concerne le mythe du village comme lieu d'une sociabilité primaire idéale, mais qu'il faut moderniser, on peut se reporter au roman naturaliste de Mahmut Makal, *Bizim köy* [Un village anatolien], ou encore à celui de Yakup Kadri Karaosmanoglu *Yaban* [l'Etranger].

Ce décollage, héritage du CHP⁷, contribua à l'émergence à Sivas d'un large groupe de républicains convaincus. Or avec l'introduction du multipartisme, le DP libéral remporta haut la main le pouvoir au niveau national en 1950, notamment grâce au vote paysan. Sivas, qui restait une citadelle du CHP malgré la victoire du DP⁸, se trouva alors en porte-à-faux avec la logique politique nationale : le DP, qui ne s'y implanta jamais vraiment, s'en désintéressa. La période des investissements publics était révolue.

Une marginalisation progressive

Or ces investissements publics ne furent que très partiellement remplacés par le secteur privé. En effet, suite à l'arrivée massive dans la ville de ruraux attirés par les opportunités d'emploi qu'offrait l'industrie naissante et par les infrastructures scolaires, les élites urbaines établies, se sentant envahies par des « paysans mal dégrossis », partirent à leur tour pour les grandes métropoles, notamment Istanbul, dès les années cinquante⁹. Ces mouvements de vases communicants transformèrent le paysage humain et social de Sivas. De 1950 à 1960, la population de la ville s'accrut de 62 %, soit davantage que la moyenne nationale pourtant très élevée dans cette période d'exode rural massif et d'urbanisation rapide.

Dès lors, des tensions économiques et sociales se firent durement ressentir. L'impact en termes d'emploi des investissements initiaux diminua à mesure que la population urbaine grossissait. Beaucoup d'autres investissements planifiés ne virent jamais le jour, du moins à Sivas. En 1967, un match de football contre la ville de Kayseri dégénéra : quarante morts, trois cents blessés, et de nombreux magasins pillés. Kayseri faisait alors figure de voisine qui s'en était mieux sortie, où se développait une industrie florissante... notamment avec l'aide bienveillante de l'AP qui y orientait de nombreux investissements publics. De manière significative, le fameux gradient Ouest/Est des géographes de la Turquie, ligne oblique qui, de Zonguldak à Gaziantep oppose à l'Ouest une Turquie développée et industrialisée à une Turquie rurale et arriérée à l'Est, passe entre Kayseri et Sivas. Sivas ne figurait pas parmi les nouveaux pôles d'attraction économique qui apparurent en Anatolie dès les années soixante-soixante-dix (comme Adana et Elazig), pas plus que parmi les pôles régionaux de développement des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix (comme Denizli, Konya, Mersin ou Gaziantep), ni enfin parmi des zones franches qui générèrent un important chiffre d'affaires (Mersin, Istanbul, Antalya, Gaziantep, Trabzon, Erzurum, Mardin). De fait, Sivas est aujourd'hui encore exclue des dynamiques économiques régionales. En 1984 déjà, Sivas était le huitième département le plus bas en termes d'indice des prix. Aujourd'hui le revenu moyen par tête y est bien inférieur à la moyenne turque et

⁷ Voir la liste des abréviations en annexe.

⁸ Le système électoral majoritaire d'alors permettait au parti ayant recueilli la majorité des voix dans une province de remporter la totalité des sièges.

⁹ Le roman *Altinci Sehir* [la Sixième ville] d'Ahmet Turan Alkan (1992) décrit ce sentiment des élites qui se sentent menacées.

représente la moitié de la moyenne de l'Anatolie centrale¹⁰. Son PIB représente 0,05 % de celui du pays, contre 0,46 % de l'emploi¹¹.

La politisation des communautés

Dans les années soixante, période de libéralisation, l'offre politique s'est diversifiée : l'arrivée sur le marché électoral du TIP, du TBP et du MHP a rompu avec la bipolarité AP/CHP qui avait gouverné les années cinquante ; les quotidiens locaux se sont multipliés et différenciés ; des librairies musulmanes sont apparues. Dès cette époque, une professionnalisation des partis et des votes s'est fait sentir. Car en 1966 a été fondé le TBP, parti à connotation alévie, sur une initiative conjointe d'élites et d'étudiants alévis d'Istanbul et d'Ankara. Le jeune Mustafa Timisi, originaire de Sivas et habitant d'un *gecekondu* d'Ankara – ces logements illégaux construits par des migrants d'Anatolie toujours plus nombreux – en prit la direction en 1969¹². Aux élections de 1969, le parti obtint un succès relatif avec 2,8 % des voix au niveau national, contre 16,7 % à Sivas. Parallèlement l'AP, en mettant sur sa liste le mufti de Sivas, se présenta comme porte-parole des sunnites. Comme en 1965, l'AP et le CHP emportèrent chacun quatre sièges, mais la donne était changée.

Dès lors, la polarisation droite/gauche se renforça : en 1973, le DP et l'AP, droite modérée qui s'appuie sur la bourgeoisie de province et la paysannerie, ne remportèrent à Sivas que la moitié de leur score national. Cette polarisation recoupait des critères confessionnels : alors que le TBP alévi obtenait 1,1 % des voix au niveau national, il en remporta 10,8 % à Sivas... qui faisait également partie du palmarès du MSP islamiste avec 25,7 % (par rapport à 11,8 % en moyenne nationale). Alors que le vote du MSP est « réactionnaire », porté souvent par de petits commerçants qui se sentent menacés, des urbains installés, ce sont surtout des jeunes éduqués et politisés, qui sortent du cadre de la ville, qui forment la base du MHP nationaliste (qui obtient 4,5 % à Sivas contre 3,4 % à l'échelle nationale). Or à la fin des années soixante-dix, on nota une idéologisation des votes (les électeurs du TBP se tournant vers le CHP alors « à gauche du centre », et ceux du MSP vers l'AP, mais surtout le MHP), même si la logique qui sous-tendait restait confessionnelle. Cumhuriyet¹³ nota explicitement le caractère décisif du facteur confessionnel dans le choix des candidats. Le poids des théories ultra nationalistes et racistes des groupes d'extrême droite renforça les clivages communautaires, et la politique locale du MHP comme du MSP fut largement dirigée contre les alévis et la gauche, qualifiés de « sans foi » ou de « communistes ». Les heurts entre jeunes idéologisés des deux camps étaient quotidiens, et en septembre 1978 eut lieu un affrontement majeur entre la droite radicale et les alévis, qui

¹⁰ Esen (1999, p. 15) estime le revenu moyen par tête pour 1995 à 2767 dollars pour la Turquie, 2665 dollars pour l'Anatolie intérieure, et 1494 dollars pour Sivas.

¹¹ DIE (Devlet İstatistik Enstitüsü) 1993.

¹² Teziç 1976, p. 336 ; entretien avec Mustafa Timisi, Ankara, 6 décembre 2000.

¹³ Cumhuriyet 1977, p. 117.

s'inscrit dans une suite de massacres qui marqua la Turquie de la fin des années soixante-dix (comme ensuite à Maras et Çorum) et répondit à une logique mi-confessionnelle, mi-politique : neuf morts, une centaine de blessés, trois cent cinquante magasins pillés...

Malgré la dépolitisation imposée par le coup d'Etat de 1980, ces matrices se reformèrent dès la fin des années quatre-vingt. Ainsi, en 1989, Sivas faisait partie des cinq premières municipalités emportées par le RP (avec 23,5 % de voix) qui, depuis 1973, obtient à Sivas l'un de ses meilleurs scores. Cette dynamique n'était pas limitée à la droite religieuse, mais s'étendait à la droite nationaliste dans une moindre mesure. Ainsi, aux législatives de 1991, l'union des partis de droite radicale (RP, MÇP et IDP) remporta 38,3 % des suffrages à Sivas – 16,9 % au niveau national – qui se plaça ainsi en troisième position du pays. Dans le même temps, la gauche stagnait ou reculait depuis la fin des années soixante-dix.

Or remporter les élections municipales signifiait mettre la main sur des ressources cruciales, dans un contexte où les institutions publiques sont le plus grand fournisseur d'emploi. L'allocation des ressources publiques est loin d'être équitable et les circuits économiques sont largement contrôlés par la mairie (islamiste depuis 1989). De même, les associations de diverses tendances musulmanes et/ou nationalistes fleurirent, créant des circuits parallèles à une éducation nationale déficiente. Ainsi, cette dynamique de droite radicale ne reposait pas uniquement sur l'idéologie, mais aussi sur des facteurs économiques, et menait à l'exclusion de fait de nombreuses ressources des citoyens alévis ou de gauche. De fait, les événements de 1993 furent également dus à un conflit d'autorité locale entre un préfet républicain et un maire islamiste. Un nombre important d'alévis quittèrent alors Sivas, où ils ne se sentaient plus en sécurité, pour se réfugier dans les grandes villes, nourrissant le flot des migrants qui ne s'était jamais tari.

Persistence et politisation de la diversité

L'histoire de Sivas témoigne de la persistance et de la politisation de communautés différenciées. Schématiquement, si les villes sont majoritairement sunnites, les villages présentent un tableau plus contrasté. Plus précisément, jusqu'à l'exode rural, les alévis étaient cantonnés dans des villages de montagne ; rares étaient ceux présents à Sivas même ou dans les bourgs, à l'exception notable de quelques familles déportées de Tunceli, et surtout de Kars (notamment après la guerre russo-ottomane de 1877-78) et réinstallées en partie à Sivas, en ville ou dans les villages. L'exode rural a modifié cette répartition : les villageois, alévis et sunnites, se sont installés à la périphérie des villes et des bourgs, à proximité des usines et administrations où ils étaient employés. La situation des Kurdes est plus complexe. Une forte minorité d'entre eux est répartie dans presque toute la province, avec des enclaves notamment près d'Imranli, de Divrigi et de Zara, dans les villages mais aussi dans les bourgs.

La politique étatique de gestion de la diversité régionale s'est souvent résumée à l'assimilation, manifeste notamment dans la turcification des toponymes, et en

particulier des noms de villages. Cette méthode couramment utilisée par la Turquie républicaine a culminé dans les années cinquante et soixante : presque la moitié des noms de villages de Sivas ont été modifiés¹⁴. Les noms d'origine arménienne ou kurde ont été remplacés par des noms à consonance turque qui n'avaient souvent rien à voir. La population locale continue en général à employer les anciens noms et ne connaît parfois même pas les « nouveaux » attribués il y a déjà plus de trente ans.

La diversité humaine de la province est revenue au premier plan, sous un angle « sécuritaire », dans les années quatre-vingt-dix sous l'effet conjugué des événements de 1993 dans la ville et de la violence dans les zones rurales. En effet, en 1993, le PKK a investi la région dans une stratégie de sortie du sanctuaire du Sud-Est et d'expansion vers le Nord du pays, et notamment la mer Noire. Certains groupes d'extrême gauche, tels le TIKKO et surtout le DHKP-C étaient déjà présents dans la région (notamment au Nord et à l'Est) et conduisaient une guérilla rurale limitée, à laquelle la presse donnait peu d'échos. D'après des informations parcellaires¹⁵, le PKK opérait surtout dans le triangle Zara-Kangal-Divrigi, mais aussi à Ulas, Hafik et Imranli ; il coupait des routes, faisait des descentes dans les villages, se faisait ravitailler et parfois héberger, particulièrement dans des villages alévis (kurdes ou turcs) et attaquait surtout des villages sunnites.

La réaction des autorités (« opération de fer ») s'inscrit dans le cadre musclé des mesures de « lutte contre le terrorisme » ; y participèrent plus de 6000 militaires assistés des équipes spéciales de la police. L'état d'exception ne fut pas décrété, mais largement appliqué de fait : de nombreux villages furent encerclés, le couvre-feu déclaré, le travail aux champs interdit, certaines forêts furent brûlées, des vallées bombardées pour en déloger les « terroristes » ; plusieurs centaines de personnes (dont environ soixante-dix maires de villages) furent mises en garde à vue, souvent torturées, ensuite relâchées ou livrées en procès au tribunal de sûreté d'Etat ; des commissariats provisoires furent installés dans certains villages. Les forces de sécurité s'appuyaient non seulement sur des services de renseignements professionnels, mais également sur des dénonciations de villageois... Il semble que les villages alévis – kurdes certes, mais aussi turcs – aient été particulièrement visés. Par ailleurs, l'Etat procéda à une politique d'armement des villages, surtout sunnites, pour leur permettre de se défendre.

Les villageois se trouvèrent pris entre deux fronts : d'une part, des militants inconnus auxquels ils ne pouvaient que céder leur réclamaient de la nourriture en les menaçant ; d'autre part, s'ils prévenaient les autorités, ils risquaient la torture pour avoir « soutenu le terrorisme ». Beaucoup, de toute façon dans l'impossibilité de poursuivre leurs activités économiques, décidèrent tout simplement de plier bagage. De fait la migration des villages durant cette période est éloquente : de 1990 à 1997, leur population passa, à Zara, de 22 202 à 14 396 ; à Divrigi, de 15 441 à 8 292 ; à Imranli, de 14 116 à 6 944, diminuant donc de plus que 50 % en sept ans¹⁶. Des plaintes de la population

¹⁴ Voir, pour la liste, Köy isleri bakanligi 1965. A Divrigi, près de 60 % des noms de villages ont été modifiés en quelques années.

¹⁵ Voir les articles de presse de fin janvier-mi février 1996 (notamment *Cumhuriyet* et *Sabah*), ainsi que les débats parlementaires du 15 février 1996.

¹⁶ DIE, Genel nüfus sayimi, 1990. Résultats du recensement de 1997 communiqués par la préfecture de Sivas, septembre 1999.

s'élevèrent non contre l'armée, mais contre les équipes spéciales¹⁷ accusées d'agir en fonction de l'appartenance confessionnelle. Se posa la question de la chaîne de commandement : ces traitements étaient-ils décidés par la hiérarchie, ou relevaient-ils de décisions indépendantes des unités stationnées ?

Ce n'est qu'au début de 1996 que la presse nationale (publiée aussi en Europe) mit le sujet à la une, sous la pression des associations régionales (de Sivas et de Tunceli, région confrontée à une situation plus dure encore depuis 1994) installées dans les grandes villes, du HADEP, de la mairie de Kadıköy à Istanbul, et d'associations aléviées de gauche aux niveaux national et européen, qui firent également appel au parlementaire allemand d'origine turque Cem Özdemir et à la presse internationale. Ces organisations tentèrent de mobiliser l'opinion (trans)nationale : la fédération aléviée d'Europe, s'inspirant de la plate-forme de la paix pour Diyarbakir, organisa un voyage de repérage. Ces initiatives cumulées parvinrent à mettre la question à l'ordre du jour, ce qui témoigne de la capacité de mobilisation des associations dans les métropoles quand elles sont relayées par la presse, et de l'internationalisation des questions intérieures, amorcée par le biais de la question kurde qui a sensibilisé les opinions occidentales. Les revendications villageoises ou aléviées purent ainsi s'exprimer en dehors de la Turquie et produire des effets sur la scène politique turque, en l'occurrence dans une stratégie de contournement de l'Etat national.

Ces initiatives estimèrent que la lutte contre le « terrorisme », bien que légitime, était, sous cette forme, une réplique de la politique mise en œuvre dans le Sud-Est, qui consistait à faire fuir dans les grandes villes la population considérée comme potentiellement dangereuse pour l'assimiler et garantir la sécurité en province. Les associations aléviées interprétèrent les événements comme l'un des avatars de l'oppression officieuse des alévis. Il est difficile de faire le clair sur la question : *Cumhuriyet* publia une liste de soixante-neuf villages vidés, sans préciser la part de la peur ajoutée aux problèmes économiques, et celle d'une éventuelle politique délibérée de dépeuplement. En revanche, les autorités nièrent qu'aucun village ait été évacué par les forces de sécurité, attribuant la migration à des causes purement économiques. Une guerre des rapports commença. Celui du DSP estimait que les équipes spéciales se conduisaient de manière partielle, et que cette politique était le fruit d'une idéologie claire : la synthèse turco-islamique¹⁸. Toujours est-il qu'il fallut la pression de l'opinion et l'intervention de Bülent Ecevit pour retirer les équipes spéciales des villages.

Mais le choix de Sivas dans une stratégie de désenclavement du PKK fut unanimement reconnu comme judicieux, car cette région était considérée comme sensible en raison des clivages Turcs/Kurdes et surtout alévis/sunnites. Ainsi, les représentations qui guident les « terroristes » et les forces de sécurité sont les mêmes, dans la mesure où chacun fait de la division communautaire la base de sa politique. A cet égard, les clivages Turcs/Kurdes et alévis/sunnites n'étaient pour les autorités que les deux facettes d'un même problème « sécuritaire ». Cet amalgame sécuritaire qui rend Kurdes et alévis suspects remonte à la révolte du Koçgiri, kurde et alévi, qui

¹⁷ Ces équipes sont réputées par ailleurs pour leurs méthodes peu délicates et pour leur recrutement, notamment sous la direction de Mehmet Agar, au sein des idéalistes (*ülkücü*) de droite radicale de tendance fasciste.

¹⁸ *Cumhuriyet*, 14 février 1996, *Yeni Yüzyil*, 14 février 1996. Sur la synthèse turco-islamique, voir Binnaz Toprak (1990), « Religion in a secular setting : the turkish-islamic synthesis », in Malcom Wagstaff (ed.) *Aspects of religion in secular Turkey*, Durham.

aurait été en partie préparée dans des mausolées alévis. « Vues à travers le soulèvement du Koçgiri-Dersim, les questions arménienne, alévie et kurde apparaissent étroitement liées. Toutes les trois peuvent se lire en tant que questions identitaires à caractère ethno-religieux qui ont leur origine dans l'Est. Par toutes les trois, le pouvoir unitaire à dominance turco-sunnite s'est vu ou se voit menacé »¹⁹. Cet épisode important dans la formation d'un imaginaire de Sivas comme « zone dangereuse » a été réactivé par les deux camps dans les années quatre-vingt-dix. Ainsi, deux jours après les événements de Sivas, des militants alévis du PKK ripostèrent en tuant trente-deux habitants d'un village turc sunnite, isolé parmi ses voisins alévis, dans la province voisine d'Erzincan. Sivas devint donc un problème de « sécurité intérieure » fondé sur la division communautaire, et ce, en plein centre du pays, réfutant l'hypothèse qui consiste à cantonner le « terrorisme » au Sud-Est.

Cette courte histoire de la République vue de Sivas montre son intégration paradoxale au pays. La représentation de Sivas à l'Assemblée nationale a diminué à mesure de son dépeuplement relatif : alors que Sivas comptait quinze députés en 1957, elle n'en a plus que six aujourd'hui, ce qui témoigne de la diminution du poids de la région par rapport au pays et aux provinces voisines. En un mot, Sivas devient plus périphérique, n'est plus mise en valeur, et son rapport à l'Etat change en conséquence. Çoskun a souligné le fait que les manifestations de violence (en 1967, 1978, et 1993) étaient également dirigées contre les bâtiments publics et donc indirectement contre l'Etat. Dans les premières années de la République, après la répression des oppositions, Sivas était l'un des fers de lance du modernisme kémaliste, de l'Anatolie en développement, programmée pour devenir un centre, réel et symbolique, du pays. Puis, suite à un certain abandon, Sivas s'est délocalisée ; il y a là un cercle vicieux : les migrants emportent avec eux leur force de travail et contribuent à affaiblir le potentiel de la province. Dès les années soixante-dix, Sivas est devenue une citadelle des oppositions au régime, surtout religieuses et nationalistes, un lieu de polarisation portée par des dynamiques communautaires qui, loin de disparaître, se sont politisées. Aujourd'hui on considère que Sivas pose un problème de sécurité et de division au cœur même de l'Anatolie. Ce bref aperçu encourage à relire la notion de périphérie, qui n'est pas équivalente à celle de frontière, mais renvoie à une démarcation politique, impliquant un degré de marginalisation. De même, il semble pertinent de considérer « l'intégration » non seulement en termes classiques du rôle d'une région dans le tout national, mais de se pencher sur des processus plus complexes d'investissements croisés des lieux et des idéologies.

MOBILITES, COMMUNAUTES, IDENTITES. UN LIEU RECOMPOSE PAR SES MIGRATIONS

Sivas est aujourd'hui multipliée et délocalisée par ses migrants. Comment le territoire est-il recomposé par ses migrations ? Le vecteur et support principal de la migration en

¹⁹ Kieser 1998, p. 285.

chaîne sont les groupes, qui se recomposent et se construisent sur plusieurs lieux, et articulent le terroir à d'autres espaces et à la politique nationale. Dans ces conditions, le rapport au territoire ne se limite pas à la provenance, mais concerne également des stratégies de localisation. Quelles sont les articulations entre localisation, action politique et constructions identitaires ?

L'implantation de la périphérie au centre

Sivas, province qui a connu le plus d'émigration absolue (571 767 personnes jusqu'en 1995), est emblématique de l'exode rural qui a marqué la Turquie jusqu'à aujourd'hui. Les migrations temporaires s'étaient engagées dès les années quarante, lorsque de nombreux paysans passaient l'hiver en ville comme ouvriers temporaires, pour revenir assurer les activités agricoles l'été. A partir des années soixante, les migrations sont devenues définitives et les familles ont rejoint les hommes en ville. Ainsi, de 1965 à 1970, ce sont environ 90 000 personnes qui ont émigré du département et, en 1975, 288 000 personnes nées à Sivas qui se sont fait domicilier dans d'autres endroits du pays, soit presque l'équivalent de 40 % de la population de la province... Sans compter ceux qui se sont rendus à l'étranger (16 000 officiellement jusqu'en 1975, mais probablement beaucoup plus). C'est entre 1975 et 1980 qu'a culminé la migration hors de Sivas, avec un taux net de -67,37 % pour la province²⁰.

La ville de Sivas a souvent fait office d'étape entre le village et la métropole dans une migration graduelle. Bien que le taux de natalité à Sivas soit supérieur à la moyenne nationale, depuis les années soixante-dix la croissance urbaine de Sivas est inférieure à la moyenne nationale (2,4 % entre 1970 et 1975 contre 4,28 % au niveau national et 4,43 % pour Kayseri). De 1980 à 1985, alors que la population du pays a crû de 24,88 %, celle de Sivas (ville) n'a augmenté que de 20 %, et celle de Sivas (province) de 5,94 % : presque 70 000 personnes ont quitté le département, surtout les villages. Depuis 1985, la population du département diminue, alors que sa population urbaine augmente (elle dépassait les 50 % au début des années quatre-vingt-dix) et sa population rurale baisse d'environ 30 % tous les cinq ans²¹.

Istanbul est la première destination pour les *Sivaslı*, les gens de Sivas. En 1992, presque 70 % de sa population venait d'autres provinces, et les Sivaslı arrivaient en première place, représentant 4,34 % de la population migrante, avec 317 081 personnes en 1990²². En ce qui concerne Ankara, Sivas n'est « que » le cinquième lieu d'origine des migrants.

Ceux-ci s'installent en général dans des circonscriptions déterminées, selon la logique de migration en chaîne – étudiée par exemple par Wilpert pour le contexte allemand. Malgré le manque de données précises sur la migration interne²³, on sait que

²⁰ Voir Ekmekçioglu 1998, p. 61.

²¹ Esen 1999, p. 24.

²² Öztürk 1999.

²³ Pour l'anecdote : l'Institut de statistiques d'Etat (DIE), chargé entre autres des recensements, a été

de grandes vagues migratoires parties de Sivas se sont installées d'abord à Okmeydani, Gültepe, Zeytinburnu et Gülsuyu, puis plus loin de la ville : à Gaziosmanpasa dès les années soixante, avant une seconde vague en 1973 (venant surtout des cantons de Zara, Hafik et Kangal). Aujourd'hui, les Sivasli sont particulièrement présents à Bahçelievler, Besiktas, Beyoglu (Okmeydani), Gaziosmanpasa, Kartal, Küçükçekmece, Kadiköy, Sarıyer, Sisli (Okmeydani), et Tuzla²⁴. En raison de la migration en chaîne, les dynamiques segmentaires se reproduisent : ainsi, on retrouvera surtout des migrants de Divrigi à Tuzluca/Ankara, et de Hafik à Okmeydani/Istanbul ; alors que les Zarali sont presque absents d'Ankara, ils sont surreprésentés à Gazi/Istanbul. Des migrants ont même attribué à leur quartier de *gecekondu* stambouliote l'ancien nom (Ümraniye) de leur canton d'origine à l'est de Sivas, lui-même entre-temps rebaptisé Imranli. On peut encore lire ces tendances à travers la localisation des associations de village : ainsi, la mairie de Gaziosmanpasa a répertorié en 1998 dix-huit associations de Sivasli, dont six de Zara²⁵. Ces dynamiques traversent les frontières, comme le montre l'énergie de la « filière Koçgiri » à Strasbourg.

Leur arrivée en masse, leur extraction rurale et souvent pauvre ont conféré aux Sivasli une mauvaise image, et ils cristallisent de nombreux clichés : ce sont typiquement les concierges d'immeubles, les paysans âpres au gain auxquels on ne peut pas faire confiance...

Une migration circulatoire

On appréhende trop souvent la migration comme un phénomène unidimensionnel, ayant un lieu de départ et un lieu d'arrivée définitif. Or les pratiques migratoires sont beaucoup plus complexes. Tout d'abord, les migrations sont loin d'être terminées ; la population rurale de Sivas est en baisse constante, les jeunes de moins en moins nombreux : environ 400 écoles de village auraient déjà fermé dans la province selon la presse. A ces migrations définitives, il convient en outre d'ajouter les migrations saisonnières. La plus massive concerne l'arrivée des villageois qui investissent les grandes villes pour y passer l'hiver, dont la contrepartie est le retour au village pendant l'été de nombreux migrants des métropoles ou d'Europe, qui viennent voir la famille, aider aux activités agricoles, régler les affaires de terrains, arranger les mariages, etc. Il est courant qu'une famille de province envoie un adolescent chez son cousin à Istanbul pour étudier, ou chez sa tante à Ankara pour travailler ; un chômeur ira facilement passer quelques semaines chez son frère en Allemagne ou en métropole. Sans compter les innombrables visites de la parentèle plus ou moins large. On est à la fois

sévèrement critiqué en raison du manque de fiabilité de ses résultats, et son directeur a été démis de ses fonctions le 5 septembre 1999. A tel point que le recensement d'octobre 2000 s'est déroulé dans des conditions extrêmement rigoureuses (interdiction absolue de sortir s'appliquant même aux touristes étrangers...).

²⁴ Çevre Gazetesi, «Karadenizliler Istanbul'u fethetti », 19 février 1995, cité par Fadime Deli, *Les migrations vers Istanbul*, manuscrit.

²⁵ GOP Belediye Başkanlığı, *GOP Rehberi*, 1998. Nous remercions Jean-François Pérouse d'avoir attiré notre attention sur ce point.

d'ici et de là-bas, il est rare de n'être que d'ici.

Doit-on pour autant penser cette situation en termes de conflits d'allégeance²⁶ ? Les statisticiens turcs, irrités et désorientés par ce phénomène, parlent de *hareketli nüfus* (« population mobile »), qui alterne entre son *gecekodu* et son lieu d'origine où elle conserve à la fois de la famille, une résidence et parfois une activité temporaire (souvent agricole et/ou commerciale). La part de ces « intermittents » est difficile à évaluer ; à une population « captive » des grandes villes – certains n'étant jamais retournés depuis leur migration dans leur petite patrie, ou à de rares occasions comme des enterrements – on peut opposer une population plus attachée à sa patrie, qui se rend au pays régulièrement²⁷. Ainsi, Günes-Ayata compare deux groupes de migrants à Ankara²⁸. Les uns, de Çorum, entretiennent des relations étroites avec le village qui, même en partie dépeuplé, conserve une fonction de base de contacts, en raison tout d'abord de sa proximité, du maintien de relations parentales, de l'existence de terres et d'activités économiques ; de plus, en majorité salariés, les migrants bénéficient de congés qui leur permettent de retourner au village au moins une fois par an pour des périodes prolongées. Les autres, d'Erzurum, ont presque coupé les ponts avec leur lieu d'origine, très éloigné, mais ont en revanche renforcé leurs relations à Ankara même. Enfin, de nombreux migrants du Sud-Est se trouvent dans l'impossibilité pratique de maintenir des contacts avec leur village détruit.

A Sivas, les migrants étaient à l'origine en majorité de petits propriétaires terriens, la grande propriété étant peu développée dans la région. Ils gardent souvent des terres au village, même en jachère, comme garantie²⁹. La migration a souvent permis aux villages de perdurer et, aujourd'hui, de se reconstruire. Ce sont les familles qui ont pu profiter de la présence d'un parent à l'étranger qui s'en sont le mieux tiré, d'une part parce que ce parent était chargé de faire venir d'autres membres de la parentèle, et d'autre part parce que, grâce à la liquidité ainsi assurée, sa famille pouvait faire des investissements qui se sont souvent avérés productifs (machines agricoles ensuite louées aux co-villageois, mais aussi, en ville, capital pour ouvrir un commerce ou pour construire un logement). La migration est donc au cœur de la différenciation sociale, sans se détacher forcément du village. Par conséquent, beaucoup n'ont pas

²⁶ Pour l'anecdote : en novembre 2000, quelques jours après les résultats provisoires du recensement d'octobre, la mairie d'Ankara placardait dans les moyens de transports et lieux publics des affiches furieuses, fustigeant tous les habitants d'Ankara qui étaient retournés dans leur village pour le recensement, et chiffrant le manque à gagner en milliards de livres turques, ensuite converties en nombre d'autobus et investissements publics que la mairie ne pourrait de ce fait réaliser. Les ressources dévolues aux municipalités par la Banque des municipalités et des départements étant distribuées au *pro rata* de la population des municipalités, l'enjeu du nombre est perçu comme vital. Des maires de communes de province ont même organisé gratuitement, quelques jours avant le recensement, le retour en bus de leurs compatriotes « installés » à Istanbul, afin que ceux-ci soient comptabilisés dans la commune d'origine plutôt que dans la métropole.

²⁷ Voir Pérouse (à paraître en 2002). 41 % des migrants interrogés par Erder (1996) à Ümraniye entretiennent des contacts étroits avec leur petite patrie, 34 % des contacts moyens.

²⁸ Günes-Ayata 1993.

²⁹ Struck 1984. Cet état de fait est déploré par les organisations d'extrême gauche : les ouvriers urbains gardent une mentalité de petits propriétaires attachés à leur bien, ne sont pas complètement « aliénés » et donc difficilement mobilisables.

abandonné leurs liens avec le village, mais intègrent celui-ci dans leurs stratégies individuelles et familiales de survie et d'investissement, ce qui se répercute sur les structures de solidarité et de mobilité.

Une renaissance de la campagne ?

Depuis quelques années semble se dessiner une tendance inverse, un « retour sur investissement » – qui n'est pas limité à Sivas – et ce sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs. De manière conjoncturelle, le tremblement de terre du 17 août 1999 à Yalova-Izmit-Istanbul a provoqué une vague de retour au pays, dont l'ampleur sur la durée reste à étudier. Selon les chiffres fournis par les préfectures des départements concernés, plusieurs dizaines de milliers de personnes issues de l'Est anatolien seraient retournées dans leur région d'origine, dont environ un millier à Sivas, qui figurerait ainsi parmi les premières destinations de retour³⁰... même si beaucoup préfèrent se rendre en Europe (Sivas étant, comme la quasi-totalité de la Turquie, une région sismique). Cela redonne du sens aux plans de retour au pays annoncés depuis des années par divers gouvernements qui, d'une manière générale, n'ont pas porté beaucoup de fruits³¹.

Or les retours sont surtout la conséquence d'un effet générationnel : la première génération de la migration, celle qui s'était rendue en masse dans les grandes villes ou en Europe pour y gagner sa vie dans les années soixante et soixante-dix, est arrivée à l'âge de la retraite. Beaucoup ont donc perdu leur raison principale d'habiter en métropole ou en Europe et rentrent au pays, soit parce qu'ils n'ont pas les moyens de survivre en ville de manière décente avec leurs maigres retraites, soit parce qu'ils préfèrent retrouver un rythme plus pastoral que celui de la vie contrariante des périphéries mal desservies. On voit ainsi fleurir, dans des villages laissés au semi-abandon durant des années, où le chauffage est encore assuré au moins en partie par la bouse de vache, des villas modernes (parfois avec piscine), à plusieurs étages, bâties en dur, équipées de sanitaires (souvent inutilisables en raison de l'absence de canalisations...), contrastant avec les maisons villageoises en pierre ou en terre cuite.

Dans bien des cas, cette « migration de retour » est loin d'être définitive : la plupart passeront l'été au village, et rendront visite pendant l'hiver à leurs parents et proches dans différentes villes de Turquie et d'Europe. Mais le fait même d'investir les revenus d'une vie de labeur passée à l'étranger ou en métropole dans une nouvelle habitation au village dénote un attachement certain, un gage de fidélité au terroir. Ces investissements contrastent, en tout état de cause, avec les retours à mi-vie, ceux qui témoignent des migrations manquées (échec de la recherche d'emploi ou de l'adaptation à la vie en métropole...) ou tout simplement interrompues. Ceux qui reviennent se réinstallent souvent non au village, mais dans de petites villes de province, pour y faire fructifier le capital accumulé, par exemple en ébauchant une

³⁰ Voir *Cumhuriyet*, 4 septembre 1999. Article cité par Deli et Pérouse 1999.

³¹ Erder (1996, p. 183) constate pourtant un désir courant de rentrer au village, surtout chez les nouveaux arrivants et chez ceux qui se sont installés depuis longtemps. 2,1 % des gens quittant Istanbul entre 1985 et 1990 (7 100 personnes) se seraient installées à Sivas, soit proportionnellement moins que dans les provinces de la mer Noire (Schüler 1998, p. 181).

nouvelle activité économique, de préférence indépendante (commerce, restauration)³². Peu de chiffres sont encore disponibles concernant ce phénomène, susceptible de modifier durablement le rôle des provinces dans la Turquie des décennies à venir.

Comment dessiner aujourd'hui une carte humaine de la Turquie ? Les usages de cette grande mobilité, qui a des formes spécifiques et obéit à certaines contraintes sont divers, fluides, et difficiles à synthétiser. C'est surtout la possibilité de partir qui compte, parce qu'elle ouvre d'autres possibilités d'action. De fait, beaucoup de quartiers sont des points de chute, avec des habitants présents tout au plus la moitié de l'année, et des familles à géométrie variable. Cependant, on ne peut pas parler de non-lieux (Marc Augé) ; ces lieux développent des logiques propres, proposent chacun des ressources et des conditions spécifiques. L'existence de cette population intermittente qui se définit par plusieurs résidences principales force à repenser les identités locales et les manières d'habiter. Le lieu d'origine doit être replacé dans un système de circulation et dans un réseau qui associe plusieurs nœuds³³. C'est en général un réseau d'appartenance souvent familial, qui permet aux acteurs de se déplacer facilement entre centre et périphérie, et fait la jonction entre les différents lieux – d'où des stratégies familiales de « points de chute »³⁴. Du coup, c'est le réseau qui acquiert une certaine centralité, en tant que support de stratégies individuelles, familiales ou communautaires.

Le groupe recomposé comme support et vecteur de mobilité

Ce n'est donc pas en tant que tel, mais par l'intermédiaire des groupes comme vecteur et support que Sivas s'implante au centre. Ainsi, loin de se dissoudre dans la migration, les groupes se perpétuent en raison de leur fonctionnalité. Une fois extraits des contextes locaux, ils se recomposent, et ce sur plusieurs espaces. La différenciation sociale entraîne des recompositions politiques et identitaires, mais ne marque pas forcément la caducité du groupe qui reste souvent un cadre de référence ou d'action privilégié, éventuellement parmi d'autres.

La reproduction des groupes

Le groupe étant en général le vecteur de la migration en chaîne, des *gecekondus* entiers sont construits sur la base d'une appartenance au réseau (familial, clanique ou de *hemsehri*). Par conséquent, les réseaux de voisinage recoupent souvent des groupes d'*hemsehri* confessionnellement et ethniquement homogènes, ce qui permet l'émergence d'un contrôle social communautaire qui défie la distance et contribue à la

³² De Tapia 1989.

³³ Pérouse *op. cit.*

³⁴ Lubig 1988.

reproduction des relations traditionnelles entre les sexes et les générations. Seuls les militants de gauche ont fourni une exception notable à ce processus quand, s'emparant des terrains urbains dans les années soixante-dix, ils veillaient à les distribuer de manière hétérogène pour éviter la perpétuation de groupes « féodaux ». Mais leurs critères « sociaux » ont favorisé de fait les familles de gauche et les alévis, aboutissant à des quartiers géographiquement hétérogènes, mais confessionnellement et/ou politiquement homogènes. Günes-Ayata insiste sur le fait que l'importance du groupe de solidarité dans le *gecekondu* dépasse la période d'arrivée et d'installation en ville (recherche de logement et d'emploi) et se perpétue sous d'autres formes (occupation collective de secteurs d'activité, coalitions pour la distribution de ressources, etc.).

Günter Seufert a étudié les migrations d'un clan de la tribu alévie et kurde de Koçgiri, ses recompositions communautaires et ses trajectoires identitaires³⁵. Avant de migrer à Istanbul, les membres du clan étaient éleveurs, horticulteurs ou ouvriers dans les mines à ciel ouvert, à l'Est de Sivas. Une pauvreté réelle était déjà manifeste dans les années quarante, mais les premiers membres du clan n'ont commencé à migrer qu'au milieu des années soixante. Dans les années soixante-dix, des familles entières les ont rejoints de plus en plus massivement, atteignant un sommet entre 1975 et 1977. Au début des années quatre-vingt-dix, il ne restait que quatre petites implantations des vingt-huit villages de la région tribale. Les jeunes célibataires sont de manière générale partis les premiers à Istanbul qui, au milieu des années soixante, était une ville de moins de deux millions d'habitants, mais était déjà entourée d'une ceinture de *gecekondu*. Pour les gens du clan qui ont d'abord dû chercher à se loger dans des immeubles délabrés du centre-ville, déménager dans l'un de ces quartiers de squatters nouvellement aménagés constituait le premier pas de l'ascension sociale. Quand la communauté clanique urbaine a été plus importante numériquement, elle est devenue assez puissante pour occuper de nouveaux terrains et les défendre contre des groupes migrants rivaux, et les nouveaux arrivants n'ont plus eu besoin de payer pour des terrains à construire.

L'entrée dans l'activité économique urbaine a également nécessité les efforts conjoints des membres de la tribu. Les pionniers de la migration ont souvent commencé leur vie active à Istanbul comme concierges, ce qui leur a permis d'éviter les problèmes de logement. Le transport de nourriture et de fuel, de charbon et de bois ainsi que d'appareils ménagers faisant partie des tâches du concierge, ces activités ont conduit à l'établissement d'un réseau de transporteurs contrôlé par le clan, qui s'est étendu par la suite à d'autres quartiers. La force conjointe des membres de clan était nécessaire pour soutenir la concurrence avec d'autres réseaux de transporteurs déjà constitués dans ces quartiers, abandonner les emplois de concierges et s'installer dans des quartiers émergents de squatters. Ensuite, c'est de nouveau l'entraide, mais cette fois sous la forme de crédit privé, d'argent et de partenariats mobiles qui a permis aux membres du clan, un par un, d'acheter des camions et de travailler comme transporteurs motorisés. Aujourd'hui, à peu près tous les hommes de la première génération de migrants travaillent comme conducteurs, la plupart à leur propre compte, et à petite échelle. La décision d'abandonner le créneau des transporteurs a été largement influencée par l'émergence d'un groupe rival, les Kurdes d'Anatolie du Sud-Est, qui ont détrôné dans quelques quartiers les membres du clan de ce domaine d'activité. En raison de leur niveau d'éducation assez bas, ils n'ont pu établir un réseau dans les services publics.

³⁵ Seufert 1997.

Malgré cette centralité du groupe, des tendances à l'individualisme sont apparues : depuis le début des années quatre-vingt, les formes de logement ont évolué. Dans les quartiers de squatters comme Okmeydani, Kikirtepe ou Ümraniye, les familles du clan étaient concentrées et vivaient côte à côte avec leurs voisins du village. Quand les membres du clan ont commencé à déménager vers d'autres parties de la ville comme Tarabya, Çengelköy ou Dudullu, le fait d'habiter près de collègues, associés, ou personnes d'orientation politique similaire est devenu beaucoup plus courant. Aujourd'hui, dans chaque quartier municipal habitent entre quinze et cinquante ménages (souvent étendus) du clan, qui continuent à entretenir des relations étroites. Le nombre de membres du clan ainsi reliés est d'environ 5 000 personnes. La solidarité entre les membres se manifeste dans la manière dont ils s'occupent des personnes malades et hébergent gratuitement les membres de la tribu en visite, de leur village ou d'Allemagne. Dans les années quatre-vingt, les membres de la nouvelle génération active ont dû eux se battre individuellement pour gagner leur pain. Ils sont devenus avocats, médecins, techniciens, mais beaucoup de leurs clients sont membres de la tribu, ce qui comporte un inconvénient de taille : ils ne comprennent souvent pas que le travail doit être rémunéré ! Parallèlement, les relations de marché prennent plus de poids. Les nouveaux modes de logement et les carrières indépendantes de la nouvelle génération sont des signes de la recomposition de relations communautaires auparavant fermées, et de l'établissement de relations ouvertes d'association entre les migrants. Cette étude montre la centralité du groupe de solidarité, dont les formes s'adaptent aux besoins mais qui se perpétue en tant que support des stratégies de migration et d'ascension sociale. Cependant, le groupe est en passe de s'affaiblir ou de se recomposer avec l'individualisation de la jeune génération et l'entrée dans des créneaux économiques qui ne demandent pas de stratégie collective.

De fait, la perpétuation des groupes est l'un des thèmes récurrents de la recherche sur la Turquie. Si la fondation de la République a provoqué des bouleversements dans la structure de la population, transformant une société communautaire multireligieuse en une société presque complètement musulmane mais multiethnique, « ses caractéristiques centrées sur la communauté ont cependant perduré »³⁶. Doit-on pour autant parler d'un échec de l'intégration de ces migrants de l'industrialisation chaotique ? Plutôt que d'utiliser des concepts normatifs, il semble pertinent de se demander quelles sont les contraintes, les marges de manœuvre d'acteurs, leurs ressources, et comment se refond en conséquence le paysage social, politique et identitaire de la Turquie. La reproduction de groupes de solidarité résulte en grande partie des mécanismes de distribution des ressources qui, étatiques ou privés, restent personnalisés et politisés malgré un discours officiel unitaire et impartial.

La sociologie s'est surtout penchée sur le *gecekondu*³⁷, parfois avec un biais communautariste et essentialiste – se définit-il par un type de bâtiment aujourd'hui en voie de disparition ? par une structure sociale ? – et peu sur l'apparition d'une classe

³⁶ Seufert 1997, p. 170 ; Andrews 1989.

³⁷ Ce qui se justifie notamment par leur importance numérique : on estime qu'au début des années quatre-vingt-dix, la moitié de la population d'Istanbul et d'Izmir, et 72 % de la population d'Ankara vivait dans les *gecekondu* (Keles 1992, p.215). Néanmoins, en 1987, 85 % des *muhtars* d'Istanbul confirmaient la concentration d'habitants par origine dans leur quartier, ce qui indique que cette logique d'agglutination n'est pas propre aux quartiers de *gecekondu*. Voir Taylan Akkayan, « Mahallesiyle muhtariyla Istanbul », *Cumhuriyet*, 16-18 mars 1989. De fait, aujourd'hui, la plupart des villages sont répartis sur plusieurs quartiers, en quelques groupes importants.

moyenne, l'ascension sociale et la différenciation, les recompositions qui en résultent. On assiste à un processus de stratification des quartiers périphériques, notamment en fonction de l'ancienneté de la migration et des processus d'ascension sociale³⁸. Ceux qui ont réussi quittent les banlieues les plus déshéritées, ce qui contribue à une dynamique de ghettoïsation territoriale, mais il reste en général inexact de parler de marginalisation du groupe en totalité³⁹. De fait, les groupes sont structurés différemment en termes de stratification sociale, et de contacts avec des élites qui permettent un accès à certaines ressources.

Or la différenciation verticale observable surtout depuis les années quatre-vingt peut aussi renforcer la logique de groupe. Tout d'abord, le groupe peut représenter une ressource d'ascension sociale, un tremplin qui permet de s'articuler sur d'autres espaces⁴⁰. Ceux qui ont réussi – même la jeune génération éduquée, active dans des professions libérales – peuvent réinvestir dans le groupe en tant que ressource et soutien, dans le cadre de stratégies personnelles ou plus larges (voir *infra* le cas d'Hüseyin K.). L'articulation du groupe sur le système politique est également un facteur important. Alors que, dans les années cinquante, l'un des dirigeants de la tribu Koçgiri fut empêché d'être candidat à la députation de Sivas dans le parti démocrate en raison de sa généalogie⁴¹, la tribu dispose, depuis les années quatre-vingt, d'un puissant représentant au CHP, député de 1991 à 1995 puis ministre d'Etat, qui défend ses intérêts et se charge de jouer le médiateur auprès du centre, ce qui permet certainement de tenir le groupe par rapport à une ressource précieuse. En effet, ce dernier favorise ouvertement sa « nation », c'est-à-dire sa tribu, et en général ses compatriotes alévis, mais surtout kurdes, dans l'attribution de postes publics et autres faveurs⁴². Ainsi, la différenciation sociale n'entraîne pas forcément le relâchement de relations de solidarité, mais peut même les renforcer tout en modifiant leur structure.

³⁸ Erder 1996.

³⁹ Les villageois du Sud-Est arrivant en masse dans un laps de temps très réduit présentent un autre cas de figure. Il semble qu'à Sivas, la différenciation sociale soit fine, au niveau des villages (chaque village a son ingénieur, son avocat, ses commerçants...). Les groupes de gauche déplorent, là encore, la différenciation sociale à l'intérieur de la famille et du groupe, car on fait difficilement la grève quand on travaille dans l'atelier de son oncle.

⁴⁰ C'est seulement en tant que directeur (d'une association de village par exemple, si insignifiante soit-elle), qu'on peut prendre rendez-vous chez le maire ou qu'on est pris en sérieux dans un parti politique...

⁴¹ Entretien avec le propriétaire et rédacteur en chef du journal local de droite *Hakikat*, Sivas, 4 décembre 2000.

⁴² Alors même que son neveu était nommé responsable régional du PKK, ce qui a fait scandale dans la presse nationale et l'a fait accuser de « séparatisme ». De même, l'administration locale en province est retournée dans les mains de la tribu après une période de purges suivant la rébellion. Entretiens avec Ziya Halis, ancien député et ministre, Ankara, 23 novembre 2000 et 6 décembre 2000. Pour une discussion du clientélisme dans le contexte turc, on se reportera à Unbehaun 1994.

Recompositions et stratégies identitaires du groupe

Le *gecekondu* a d'abord été conçu comme une étape dans l'intégration et l'assimilation culturelle des migrants à la ville⁴³ ; de même qu'on considérait jusqu'en 1980 ces *köylü* (villageois) comme un groupe homogène, et par ailleurs cause de tous les maux. Or les nouvelles recherches décrivent le *gecekondu* comme le théâtre de la cristallisation des différences culturelles qui, loin de disparaître avec la migration, font l'objet d'une prise de conscience au contact de la société dominante et de l'expérience de la discrimination. Ainsi, des migrants « minoritaires » vivant à Istanbul depuis 20 ans se démarquent socialement, culturellement et politiquement en insistant sur leur identité ethnique ou religieuse, surtout depuis le développement de conflits identitaires qui rigidifient les clivages jusqu'à l'intérieur des quartiers. De même, Günes-Ayata montre la faiblesse des contacts entre groupes alévis kurdes et groupes sunnites turcs dans les *gecekondu*. D'ailleurs, le « nous » dans le quartier n'existe qu'à l'intérieur du groupe homogène en termes ethniques, religieux et souvent aussi géographiques.

Seufert a également étudié les recompositions identitaires de la tribu Koçgiri à Istanbul. Les tentatives d'assimilation ainsi que la non-reconnaissance étatique peuvent expliquer pourquoi les Koçgiri n'ont pas pratiqué ouvertement leur religion dans la première décennie de leur migration à Istanbul. Ils ont caché leur appartenance religieuse, envoyant même leurs enfants à l'école coranique des groupes turcs dans le but d'être acceptés. Néanmoins, c'est indiscutablement la religion, et non la langue, qui détermine les frontières sociales, notamment par l'endogamie. Ces dernières années, on a observé chez les jeunes un nouveau identitaire fondé sur l'alévisme, réanimé non dans un cadre traditionnel (tribal) mais moderne (associations). Leur intérêt renouvelé dans la connaissance religieuse se développe en parallèle avec une nouvelle forme de sociabilité, fondée sur une appartenance non plus héritée, mais acquise. Or la jeune génération interprète l'alévisme non plus comme religion mais comme mode de vie, et c'est le kurdisme qui est, en dernier ressort, considéré comme référence identitaire. Pour eux, nationalisme kurde et alévisme « rebelle » sont équivalents, les deux étant interprétés comme tradition de lutte et de rébellion contre l'assimilation. L'alévisme est promu au rang d'ancienne religion kurde, alors que, pour leurs parents, les identités religieuses alévis d'une part et sociale-démocrate séculaire d'autre part allaient de pair et que, au regard des tensions créées par la question kurde, ils tendaient à se considérer comme Turcs. C'est au premier chef l'antagonisme avec les sunnites qui a influencé l'attitude politique des alévis : être membre du clan, et donc alévi et Kurde, signifiait pour les tribaux être politiquement à gauche, ne serait-ce que parce que les sunnites étaient considérés comme à droite. Ces recompositions ne sont pas isolées ; Wedel décrit aussi les hésitations politiques de Kurdes à Istanbul réinterprétant leurs identités ethnique et religieuse selon les contextes et les enjeux.

Mais l'appartenance à la tribu, même (ou surtout ?) dans la grande ville, fournit une histoire qui fait sens de la périphérie et de la marginalisation, et qui fonde une opposition au turquisme sunnite, même si les entités (tribu contre empire, Kurdes socialistes contre Etat turc capitaliste, sociaux-démocrates laïcs contre sunnites islamistes) sont variables. D'une part, le groupe de référence reste stable, et la culture locale, systématisée et rationalisée, peut servir de vecteur de rattachement aux discours nationaux et aux idéologies modernes : « c'est dans une large mesure la communauté d'origine qui joue un rôle décisif pour placer ses membres dans un segment spécifique

⁴³ Karpas 1976.

du spectre politique »⁴⁴. D'autre part, les significations données au groupe, les registres d'identification se modifient sur la durée et selon les générations. Ainsi, les choix politiques dépendent à la fois de l'origine ethnique, religieuse et régionale – les réseaux, ressource importante pour la participation politique, vont rarement au-delà des groupes homogènes de *hemsehri* – mais sont fluides à l'intérieur des blocs droite/gauche (avec l'exception notable nationalistes kurdes/islamistes en ce qui concerne les kurdes sunnites), et dépendent d'enjeux passagers, de rapports de force, de dangers perçus. Le groupe garde sa centralité comme cadre et référence, mais se recompose à travers sa délocalisation et sa mise en relation avec des environnements nouveaux d'une part, des logiques et discours nationaux de l'autre.

L'émergence de dynamiques segmentaires sur plusieurs espaces

Le groupe peut ainsi être le support d'une action politique qui évolue sur plusieurs espaces. C'est dans les années soixante et surtout soixante-dix, alors que Istanbul ou Ankara étaient en partie divisées en zones contrôlées par l'extrême gauche ou l'extrême droite, que l'exportation de la violence périphérique dans les grandes villes et notamment leurs bidonvilles est devenue patente. Cette période, témoin de constructions néo-communautaristes surtout dans les provinces dites sensibles, fournit un bon exemple de l'articulation entre périphérie, communautés et action politique.

Hamit Bozarslan, dans son analyse de la violence politique des années soixante-dix, montre ainsi qu'au terroir, les groupes idéologiques sont issus de groupes segmentaires communautaires. L'ethnicité est alors un facteur déterminant de la mobilisation, non pas en tant que raison d'être d'une compétition pour le pouvoir, mais comme l'un des cadres dans lesquels se déroulent la compétition et la mobilisation⁴⁵. La dynamique segmentaire des groupes survit à l'urbanisation, et lui oppose une double réponse, de repli et de conquête de son nouveau milieu, qui sont deux modes de mobilisation. Elle peut également donner naissance à une milice qui, émanation d'une communauté locale, devient un vecteur de construction du groupe à l'échelle du pays. Ainsi, la mobilisation dépasse le cadre de la province et se nourrit de ce dépassement. Le terroir s'élargit au pays à travers les enjeux communautaires, et ces mobilisations dans le cadre communautaire permettent l'accès aux ressources politiques du pays.

Mais l'élargissement du groupe concerne également la diaspora, où les courants radicaux (organisations de gauche, extrême droite, nationalistes kurdes) sont présents et largement représentés depuis les années soixante. Ces courants, tout en profitant d'un espace politique hors de tout contrôle étatique pour se constituer un prolongement à l'extérieur, reposent sur des liens qui lient les immigrés au terroir. Le recrutement d'un parent en Turquie ou d'un membre de la diaspora entraîne une affiliation en cascade,

⁴⁴ Seufert 1997, p. 174.

⁴⁵ Ainsi, Leder (1971) explique la polarisation politique dans une petite ville d'Anatolie de l'Ouest sur la base de l'appartenance ethnique, et de l'opposition en chaîne de groupes communautaires. Il analyse l'idéologisation de la politique locale à la fin des années soixante du point de vue de ses effets sur les luttes de pouvoir des groupes de solidarité locaux.

permettant une transplantation facile des organisations radicales à l'extérieur. Ceci explique les affrontements mortels qui ont eu lieu notamment en Allemagne.

La mobilisation du groupe permet en outre l'intégration de la diaspora au niveau local en Turquie (notamment à travers la mobilisation des ressources). L'importance croissante, tant politique qu'économique, du chef-lieu de province a porté à leur paroxysme les conflits locaux. Les acteurs provinciaux ont essayé d'investir « le terroir » et d'y monopoliser les ressources politiques et économiques. Ils ont ainsi développé des stratégies d'alliance au niveau étatique, voire transfrontalier, par l'inclusion de la diaspora. A Yozgat par exemple, les *Almancilar* ont joué un rôle capital dans la victoire électorale de l'extrême droite en 1977. 10 % de la population ont émigré en RFA et sont retournés massivement voter dans leur ville d'origine, pesant ainsi lourdement dans la formation de l'espace politique local et national⁴⁶.

Or les réseaux familiaux ou de *hemsehrilik* ne se laissent jamais complètement absorber par des « acteurs extérieurs ». Les structures organisationnelles ainsi mises en place se mettent au service du terroir, de la communauté d'origine. Le rôle de la doctrine reste secondaire, et les ambitions nationales des groupes politiques ainsi formés s'évaporent à leur tour dans des logiques de fragmentation et de terroir, qui résistent à la centralité de l'Etat. Pour Bozarslan, cette dynamique segmentaire cristallisée par la violence dans les années soixante-dix a marqué le paysage politique, voire humain de ces régions jusqu'à aujourd'hui. S'appuyant sur une citation de Murat Belge, il conclut que si l'Etat a pu mettre « de l'ordre » dans sa société, il n'est nullement parvenu à mettre un terme à l'existence des groupes qui ont marqué la scène politique dans les années soixante-dix. Si la violence (dans ces proportions) comme vecteur de ces constructions reste un facteur spécifique des années soixante-dix, il semble néanmoins que l'hypothèse de logiques segmentaires délocalisées mérite d'être suivie.

Les dynamiques segmentaires peuvent éventuellement s'autonomiser par rapport au terroir. Ainsi, lors de l'insurrection du quartier périphérique de Gazi à Istanbul en mars 1995⁴⁷, de nombreuses personnes affluèrent « en renfort » d'autres quartiers, probablement averties et mobilisées par l'intermédiaire de réseaux familiaux. Quand Gazi fut finalement « bouclé », d'autres quartiers comme Ümraniye (relié par des nœuds familiaux à Gazi) devinrent le théâtre de soulèvements. Outre les dynamiques politique et identitaire évidentes à l'œuvre, les réseaux familiaux et d'interconnaissance jouèrent certainement un rôle non négligeable dans cette mobilisation. Les dynamiques segmentaires peuvent donc éventuellement fonctionner en dehors du terroir, même si celui-ci reste une référence.

⁴⁶ Cumhuriyet 1977, p. 190.

⁴⁷ Les manifestations de protestation contre l'assassinat de quatre personnes par un commando tournèrent en affrontements entre la police et la rue, qui firent une vingtaine de morts.

Investissements à sens multiples et entre différents registres

Les stratégies qui se jouent dans le cadre du groupe se construisent souvent dans différents lieux, ce qui fait de la localisation un facteur primordial. De fait, l'ancrage dans un groupe même délocalisé fait du local une ressource plausible, à la fois pour l'individu et pour le groupe, qui peut alors réinvestir Sivas, le local, comme ressource matérielle ou discursive : le terroir est alors garant d'« authenticité », d'interconnaissance, d'« ancestralité », comme de projection de sens dans le cadre d'investissements croisés à géographie variable. Mais les ressources accumulées au terroir doivent être convertibles ailleurs, dans d'autres espaces, notamment pour s'articuler avec des logiques plus larges, nationales par exemple. Cette constellation fait de Sivas un lieu pertinent d'investissement et le met en relation dynamique avec d'autres lieux.

Une « renaissance culturelle » de la campagne

On a pu observer, dès le calme dans la province rétabli et parallèlement aux mouvements de retour, une recomposition du paysage rural de Sivas, notamment en milieu alévi, qui correspond à des investissements identitaires et politiques. La région de Çamsih à Divrigi (une dizaine de villages très liés) est ainsi le théâtre de déplacements et remise en valeur de mausolées de saints (dans le but de leur rendre leur signification « historique »), de leur transformation en sites touristiques, et de l'organisation de festivités religieuses. Cette création, autour de pèlerinages réanimés, d'un tourisme identitaro-religieux – suivant un rythme propre (printemps-été) adapté aux migrations saisonnières – est associée à l'écriture d'une histoire, à la construction d'une mémoire attachée au terroir, et à la réinterprétation du rôle du groupe dans des contextes plus larges : en l'occurrence, ce revivalisme mise sur une social-démocratie teintée d'alévisme pour se distancier des Kurdes, dont le rôle a été important dans la région. Les initiateurs de ce mouvement, dirigé surtout vers la migration des métropoles par l'intermédiaire d'associations, sont des acteurs privés, « originaires » éduqués et domiciliés dans les grandes villes. Leur objectif principal est d'activer la solidarité dans la migration et de l'orienter, de l'articuler sur un sens plus large dont on cherche les racines dans l'histoire. Le terroir est ici producteur de sens, investi d'une charge symbolique, d'un sens collectif fort qui le transforme en valeur, lui donne une fonction emblématique à visée identitaire pour le groupe. Ici, le local est l'objet d'une stratégie d'authenticité, d'ancrage dans le passé, étape d'une politique identitaire plus large⁴⁸.

Acteurs entre différents lieux et registres

L'élaboration de stratégies sur différents lieux implique également la mise en relation de diverses ressources. Dans ce cadre, les médiateurs capables de reconvertir, de relier espaces et ressources, acquièrent une centralité certaine, entraînant

⁴⁸ Entretien à Ankara avec deux personnes ayant part à cette initiative, 27 novembre 2000. Voir aussi la revue *Çamsih* (1994) et le quotidien *Milliyet*, 14-16 août 2000.

l'entrecroisement de stratégies politiques et identitaires, individuelles et de groupe.

Hüseyin K. est né dans un village du Nord de Sivas. Il descend d'un lignage de dignitaires religieux alévis nommés *dede*, une charge héréditaire qui consistait traditionnellement à rendre visite à ses *talip* (laïcs rattachés par descendance) dans divers villages, y tenir des cérémonies religieuses, y régler les conflits et à entretenir et transmettre aux descendants le monopole du savoir religieux. Hüseyin K. a parfois suivi son père dans ses pérégrinations de village en village, où il a acquis les rudiments du savoir alévi. Il n'a jamais lui-même dirigé de cérémonie. Mais il se considère également comme le descendant direct du saint fondateur de ce lignage – l'un des plus étendus et rayonnants d'Anatolie – ce qui devrait lui conférer divers avantages symboliques, dont le plus ostensible est la garde du mausolée du saint. Or il y a de cela quelques générations, cette charge prestigieuse a été « usurpée » par une autre branche de la famille qui se l'est « arrogée », ainsi que le bénéfice des sacrifices que l'on vient y faire des quatre coins d'Anatolie.

Hüseyin K. partit pour Istanbul quand il avait neuf ans. Il cira des chaussures et vendit des allumettes dans la rue pour soutenir ses parents qui ne pouvaient assumer la charge de cinq enfants. Au bout de quelques années d'école, il accomplit une formation en comptabilité et décrocha vite un premier contrat. Son frère aîné, qui montait alors une entreprise de vente, l'embaucha en tant que commis. Hüseyin K. profita de son expérience professionnelle et des contacts qu'elle lui permettait de nouer pour créer des relations de confiance. Bientôt, il fut embauché comme chef comptable dans une coopérative privée d'habitation où il gagna très bien sa vie. Il quitta alors, malgré les protestations de sa famille regroupée là, le *gecekondu* où il avait passé quinze ans et s'installa dans une coopérative privée très chic non loin des bords du Bosphore. Il y fut rapidement élu au conseil d'administration et embauché comme comptable. Il évolue depuis dans un milieu très aisé qu'il a vite appris à connaître. Pour parfaire son éducation il entreprit, par correspondance, les études d'économie qu'il n'avait jamais pu faire. Rares sont ceux qui, partis de rien ou presque, cumulent deux emplois et de telles responsabilités, à trente ans qui plus est... Ce qui lui a valu de devenir le recours de toute sa famille, et même au-delà, pour ce qui a trait à la recherche d'emploi ou à la résolution de problèmes en tout genre.

Mais Hüseyin K. n'est pas seulement un jeune cadre dynamique : il s'est également engagé dans des activités sociales et politiques. Tout d'abord dans la résidence où il habite : il a tenté d'empêcher la construction d'une mosquée en dirigeant un front laïc... ce qui lui vaut des menaces de mort régulières de la part des activistes du MHP. Pour pouvoir se défendre, il a fait une demande d'arme auprès du préfet, qui lui a demandé de patienter : il a été trop généreux, en a trop distribué et elles sont en rupture de stock. Mais Hüseyin K. s'est également engagé dans le *gecekondu* d'Istanbul où est regroupée la moitié de son village, et où il est devenu actif dans l'association alévie (qui regroupe les villages et familles liées à son lignage) jusqu'à la diriger aujourd'hui. Il y est apprécié notamment parce qu'il « sait parler aux jeunes » et ne ressemble pas aux dirigeants traditionnels, « paternalistes » et « autoritaires ». Il a des projets originaux, il veut par exemple installer dans l'association un petit musée où on rassemblerait les objets champêtres aujourd'hui disparus, pour « recréer l'atmosphère authentique du village ». Ainsi, il s'intéresse à son passé et à ce lignage mystérieux dont il ne reste de traces écrites que dans quelques *ferman* ottomans... ou presque : car récemment, l'un des membres de la branche rivale de la famille, avec l'aide de l'association de village qu'elle contrôle, a écrit un livre sur l'histoire et les mérites du lignage – tout en y affirmant sa descendance légitime – et s'est empressée de le mettre sur Internet. C'en fut trop pour Hüseyin K. : il se décida à faire des recherches sur ses origines afin de

rétablir la vérité. Il fit tout d'abord modifier son nom de famille – trop commun – en « fils de » pour affirmer son lien direct avec le fils légitime du saint... Auquel il fit ériger à ses frais un mausolée au village. Les partisans de sa branche commencèrent à porter leurs sacrifices à ce mausolée flambant neuf. Il se lança ensuite dans la recherche de *dede*, de villageois à bonne mémoire, d'archives ottomanes, etc. Il va bientôt terminer son livre, qui démontre l'insuffisance du précédent et rétablit la vérité. Son site Internet est déjà prêt à l'accueillir.

Mais la bataille est inégale : le dirigeant du clan rival, installé depuis vingt ans en Allemagne, y est maître de conférences à l'université, ce qui lui donne une certaine aura scientifique. Actif et reconnu dans la Fédération alévie d'Europe, il fut même l'un des deux candidats importés d'Allemagne par le BP, parti à connotation alévie, pour les élections de 1999, et est l'un de ceux qui firent les meilleurs scores – il s'agit en effet d'une autorité dans la région, car tous ceux qui ont oublié « l'usurpation » le respectent – sans que ceux-ci atteignent toutefois les espérances du parti. Hüseyin K. pense aussi à faire de la politique, dès qu'il aura plus de temps, mais ne sait pas exactement dans quel parti s'engager⁴⁹.

Cette trajectoire construite sur plusieurs lieux témoigne d'investissements croisés : diverses ressources (lignage, savoir sous ses différentes formes, argent, politique, notoriété, etc.) sont accumulées et réinvesties dans une géographie qui lie le village, la région (définie électoralement d'une part ; par les personnes liées à ce lignage d'autre part, les deux ne se recoupant pas), deux *gecekondu* d'Istanbul, deux coopératives privées huppées, et l'Europe. Les investissements dans le quartier et le village témoignent en tout état de cause de l'utilisation de ressources liées au local : authenticité, ancrage, interconnaissance. Mais le local ne prend un sens plus général que dans la mesure où il est articulé sur d'autres espaces, qui offrent des dividendes plus importants et des ressources différentes (financières, prestige, caution « d'universalité » et de « modernisme » pour l'Europe ; articulation avec les discours politiques, et ouverture sur l'Etat pour le niveau national). C'est la conversion entre divers registres et lieux qui fait la force des stratégies et la centralité de médiateurs.

Le lieu comme contexte d'action, les stratégies de localisation

Dans ce cadre, le lieu constitue un contexte d'action, fait partie d'un ensemble de ressources et de contraintes dont les liens sont *a priori* relativement indéterminés. La localisation apparaît comme un processus de construction de stratégies qui permet d'accéder à différents types de ressources, ce qui facilite la multiplicité des relations avec un même lieu, jusqu'à produire des localisations contradictoires. Ainsi, beaucoup de stratégies élaborées dans un premier temps sur un terreau communautaire changent ensuite d'échelle (local, national), sans pour autant perdre de vue l'intérêt du groupe d'origine. Les liens recomposés en ville et au-delà sont en partie transférables au village, et vice-versa. C'est ainsi que Ziya Halis, bénéficiant de l'appui électoral de sa tribu (rentrée pour l'occasion au pays se faire recenser comme électeur), a pu se faire élire au sein d'un parti national dans lequel il s'engage tout en redistribuant les dividendes à sa « nation ».

La force de la localisation réside donc moins dans la spécificité du lieu que dans la

⁴⁹ Entretiens avec Hüseyin K., Istanbul, 24 et 27 octobre, 1^{er} et 2 novembre 2000.

possibilité d'opérer des recyclages dans d'autres contextes. En effet, dès lors qu'une action est construite sur plusieurs lieux, se pose la question de la convertibilité des gains accumulés dans un espace différent de celui de la capitalisation de ressources. Ainsi, le rival d'Hüseyin K. n'a pas vraiment pu convertir sa carrière académique européenne en termes électoraux en Turquie, même si un parti national a misé dessus. Les ressources d'un lieu doivent rester spécifiques, et en même temps négociables sur d'autres marchés et espaces.

Le cas de Sivas indique que l'intégration telle que conçue aux débuts de la République a triplement échoué : tout d'abord, elle se fait davantage par l'intermédiaire de groupes segmentaires que du territoire. De plus, les différences ne sont que partiellement « localisées » sur un territoire, mais elles sont « délocalisées » et s'alimentent de territoires différenciés. Enfin, ces dynamiques résistent à la centralité de l'Etat, même si elles peuvent s'y adapter et se brancher sur lui.

SIVAS, UN VECTEUR DE POLARISATION AU NIVEAU NATIONAL ?

Comment alors relire l'intégration de Sivas, périphérie délocalisée, recomposée et réinvestie par ses groupes, dans l'ensemble national ? En raison de la délocalisation de ses logiques politico-identitaires, Sivas semble être un moteur de polarisation communautaire et politique qui se répercute, voire s'amplifie, au niveau national. Plusieurs facteurs s'ajoutent ici à la recomposition de groupes segmentaires dans la migration : d'une part la politisation de la provenance, d'autre part l'intégration de Sivas comme symbole dans les discours politiques opposés, qui en fait un enjeu symbolique national hautement controversé.

Le *hemsehrilik* éclaté : la politisation de la provenance

Le fait d'être de Sivas constitue une ressource spécifique, d'autant plus intéressante qu'elle est facilement exportable. Outre les dynamiques de groupe, la provenance en tant que telle constitue-t-elle un facteur de mobilisation et d'identification politique ? Assiste-t-on par l'intermédiaire du *hemsehrilik* à la création d'une culture politique de Sivas dans la migration, ou au contraire à un éclatement de mobilisations opposées ?

La provenance comme facteur de mobilisation

Du fait de l'importance numérique des Sivasli à Istanbul, l'origine géographique des candidats reste un facteur non négligeable, sans être déterminant, pour les élections, notamment municipales. C'est ainsi que Nurettin Sözen, originaire de Sivas, a été élu maire métropolitain (SHP) de 1989 à 1994⁵⁰. En 1994, c'est cette fois l'ANAP qui mise sur Sivas avec son candidat İlhan Kesici. Mais ce dernier n'arriva que second après le candidat du Refah et juste avant le chanteur Zülfü Livaneli, candidat du SHP. Le même genre de calculs prévaut pour les élections d'arrondissement et de quartier, ce qui explique que les mieux renseignés sur l'origine de la population par quartiers sont... les partis !

Ce n'est que dans un contexte de migration qu'un tel rapport au lieu d'origine acquiert une signification et une fonctionnalité. Dans les métropoles, les quartiers d'habitation, les associations culturelles, sportives, religieuses, et d'entraide, ainsi que les partis politiques sont les cadres des réseaux de migrants organisés selon la provenance⁵¹. Ainsi, les associations et partis politiques sont souvent traversés par des clivages de provenance, des réseaux de pouvoir regroupant des gens originaires de la même région. Le fait que lors des dernières élections de la fédération des communautés alévis d'Europe, la lutte se soit déroulée entre « ceux de Sivas » et « ceux de Tunceli » est à cet égard révélateur. Tous les membres des listes n'étaient pas originaires de l'une ou de l'autre région, mais elles ont servi de répertoire d'identification pour des luttes mi-personnelles, mi-politiques. L'origine reste même en Europe un répertoire d'identification et de différenciation, un instrument de formation de clans politiques sur des bases nouvelles (en général, Tunceli servant pour désigner des opposants à l'Etat et Sivas une frange plus modérée et souvent nationaliste, même si cela reste fluide), et donc d'homogénéisation. En outre, le *hemsehrilik* peut aussi constituer une stratégie de coalition, d'élargissement ou de dépassement du groupe.

Mais il n'existe pas de recherche approfondie sur les conditions d'apparition, les structures, les effets et les fonctions de réseaux *d'hemsehri*, ni sur leur rôle à l'intérieur d'organisations. Il semble que la migration en chaîne favorise le *hemsehrilik*, particulièrement développé dans des cas d'exode rural massif comme à Sivas. De même, la notion de temps joue probablement un rôle. La continuité de la migration qui caractérise Sivas favorise certainement aussi le *hemsehrilik* en maintenant les liens avec le terroir. Mais la notion d'*hemsehri* elle-même est vague et les usages qui en sont faits fluides (s'agit-il de ceux avec qui on est en contact, ceux du village, ceux du canton, ceux de la province ?). Sa fluidité reste probablement son gage d'ubiquité et d'adaptabilité à différents contextes et besoins... mais rend ces dynamiques d'*hemsehrilik* difficiles à saisir.

⁵⁰ Entre 1989 et 1994, le SHP, l'un des vainqueurs aux élections locales puis nationales, a procédé à un recrutement massif dans les administrations publiques. Parmi les *Sivasli*, ce sont surtout les alévis qui en ont bénéficié, comme en témoignent aujourd'hui encore les mairies « infiltrées » de Çankaya à Ankara, et de Beyoğlu et Kagithane à Istanbul, alors dirigées par des maires *Sivasli* alévis. Quand la mairie de Kagithane est passée au RP, tous les salariés non fonctionnarisés ont été remerciés...

⁵¹ Voir Schüller 1998. Sema Erder (1996, pp. 109-111), dans l'enquête qu'elle conduit sur trois quartiers d'Ümraniye, note que si presque tous les migrants ont des relations avec des *hemsehri*, environ 60 % maintiennent des relations avec leurs lieux de naissance et 75 % avec une association de *hemsehri*.

L'expression la plus nette de l'importance de ces réseaux réside dans les associations d'entraide créées dans les grandes villes, qui oscillent entre promotion du terroir et entretien de la solidarité en ville, et qui ne sont pas recensées à notre connaissance. La majorité de ces associations regroupe les gens d'un même village – nous avons dénombré plus de 330 associations de village de Sivas pour Istanbul uniquement, mais elles recouvrent des réalités très différentes, certaines étant en veilleuse et d'autres fonctionnant sans être institutionnalisées. La plupart ont été fondées depuis le milieu des années quatre-vingt, d'autres remontent aux années soixante-dix ou même soixante. Certaines ont des succursales jusqu'en Europe... Une partie a directement pignon sur rue par le biais de locaux qui font office simultanément de salon de thé, de jeux et de télévision, bref des lieux de socialisation et d'échange d'informations réservés aux hommes⁵². Par leur intermédiaire, le village s'impose en ville par l'appropriation de lieux, qui vont parfois au-delà du local de l'association de village et s'étendent au salon de mariage et aux petits commerces à la clientèle « captive ». Ce sont des endroits semi-publics, qui représentent une sociabilité particulière, une sorte de mi-chemin entre l'espace privé, domestique et celui, aléatoire, de la rue. Ils introduisent une clôture relative dans le monde impersonnel et peu sûr de la métropole, en limitent les risques et les dangers par l'assurance de l'interconnaissance, le contrôle direct et la réciprocité.

Certaines associations de village distribuent même à leurs membres (chaque personne ou au moins une personne par famille originaire du village est membre, même si ce principe cache des réalités différenciées) des agendas qui incluent un répertoire des personnes originaires du village avec leurs coordonnées et leur métier. On y voit donc des villageois dispersés sur une dizaine de lieux (plusieurs quartiers de grandes villes, quelques villes d'Europe ou d'Australie, et les quelques restés au village ou au bourg le plus proche). Outre les nostalgiques photos du village et de la vie champêtre, on peut y trouver le local de l'association, le salon de mariage du village à Istanbul, des publicités pour les commerces des villageois, parfois une compagnie d'autobus propre... Bref, un outil au service de l'interconnaissance et de la communautarisation de liens parfois distendus. Ces associations qui se veulent apolitiques, sociales et culturelles, en rassemblant les migrants d'un même village et en les contraignant à la solidarité, restent influentes. En outre, elles ne sont pas exemptes de luttes de pouvoir, de conflits de générations, ni de scissions politiques, comme en témoigne l'association du village d'Hüseyin K.

La neutralité impossible

Il existe aussi des confédérations d'associations et des fondations organisées sur une base plus large, qui présentent, pour les Sivasli à Istanbul et Ankara, le tableau suivant : les associations et fondations constituées sur la base du canton d'origine (une vingtaine pour Sivas à Istanbul), sont neutres, à part quelques exceptions (Divrigi Kültür Merkezi à Istanbul, seconde association régionale fondée en Turquie en 1952). Mais au niveau du département, les organisations sont politisées : à une fondation proche des institutions (le *Sivas Hizmet Vakfı* est présidé par le préfet de Sivas⁵³, ce qui est déjà

⁵² Pérouse *op. cit.*

⁵³ En 1990, il publie un « annuaire des Sivasli », répertoriant sur 300 pages les personnes et les

une option politique) s'opposent d'une part une puissante fondation qui ne cache pas ses liens avec le BBP turco-islamique (dont le directeur est aussi propriétaire d'un quotidien local de même couleur politique, *Bizim Sivas*⁵⁴), et d'autre part une grande association sociale-démocrate actuellement en perte de vitesse. Ces organisations jouent un rôle certain dans la mobilisation de l'électorat de Sivas durant les élections. De fait, les associations régionales ont parfois servi d'ersatz au cours des années de la dépolitisation consécutive au coup d'Etat, et sont devenues ces dernières années plus ouvertement politisées.

Ainsi, dès qu'on dépasse la solidarité de clocher et le simple lobbying destiné à attirer des investissements (certains groupes d'hommes d'affaires) pour se tourner vers des projets plus généraux, les aspects politiques prennent le dessus. Ces dernières années, des entreprises politiques ambitieuses ont pris leur source dans des associations de village. C'est ainsi qu'à Okmeydani en 1994, une vingtaine d'associations de village alévis du même arrondissement de Sivas – conséquence visible de la migration en chaîne – se sont rassemblées pour construire une association, ensuite rattachée à la fondation nationale alévie Hacibektas Veli. De même, certaines associations de village de la région du fleuve Kızilirmak qui traverse Sivas, Yozgat et Çorum, ont décidé en 1993 de coopérer dans une fédération plus vaste basée à Ankara et de promouvoir, outre l'entraide et la solidarité, des projets sociaux et culturels, de publier une revue et de porter un projet politique commun. On s'aperçoit vite qu'il s'agit uniquement de villages alévis et turcs⁵⁵. Ces confédérations témoignent de projets récents de politisation par la base, de mobilisation de groupes et réseaux déjà constitués. Cette politisation par la base se reflète au niveau des médias : les activités organisées par ces associations de village (tel le traditionnel pique-nique ou la soirée annuelle) sont annoncées par des radios communautaires ou des revues orientées, voire par la télévision, qui choisissent de diffuser ou non ces annonces selon l'orientation politique des associations. Le réseau associatif, notamment sous forme de fédération, est un vecteur qui lie les éléments communautaires et fait que la mobilisation de groupe dépasse le terroir. La provenance, à ce niveau, peut être considérée comme l'un des canaux à travers lesquels des groupes peuvent se relier à des projets politiques plus généraux.

On oppose souvent les associations formées sur la base de la provenance et celles fondées sur l'appartenance ethnique, confessionnelle ou politique. Or l'exemple de Sivas montre le contraire : les réalités sont beaucoup plus fluides, d'abord au niveau personnel (de nombreux individus engagés dans des projets politiques le sont également dans des associations locales), ensuite au niveau des relations (la plupart des associations politiques travaillent avec des associations de localité, les unes cherchant à instrumentaliser les autres), et enfin au niveau du sens : le sens politique donne un sens à la provenance et vice-versa. Sivas est toujours mise au service de projets divergents, voire opposés. Ce n'est pas la provenance en elle-même qui fait sens, mais le projet pour lequel elle est érigée en exemple ou en symbole.

commerces, et donnant leurs coordonnées. Entretien au Sivas Hizmet Vakfi, Istanbul, 24 octobre 2000.

⁵⁴ Entretiens avec le directeur du Sivaslılar Kültür ve Yardımlaşma Vakfı et du quotidien local *Bizim Sivas*, Istanbul 23 octobre 2000, et avec un membre du conseil de direction du SİDAD, Istanbul, 30 novembre 2000.

⁵⁵ Entretiens avec le directeur de l'association Kızilirmak, Ankara, 22 septembre 1999 et 13 novembre 2000.

Ainsi, alors qu'une identité collective de Sivas est parfois affirmée dans la référence à un patrimoine commun collectivement reconnu (notamment quelques symboles neutres dont le plus prégnant, la plante *madimak*, relève du registre de la nature), on observe, depuis 1993 surtout, une fragmentation (d'autant plus que *madimak* était le nom de l'hôtel brûlé). De manière significative, l'un des épisodes des événements de 1993 s'est joué autour d'une statue fraîchement érigée représentant officiellement un barde accompagné d'un chien de Kangal (une race très recherchée et propre à Sivas), soit deux emblèmes d'un patrimoine de Sivas qui se veut neutre et commun à tous. Mais les manifestants, y voyant une statue de Pir Sultan Abdal – ce poète alévi hétérodoxe et rebelle pendu au XVI^{ème} siècle, qui plus est récupéré par la gauche depuis les années soixante-dix comme « révolutionnaire », et donc figure de l'athéisme – la détruisirent... exprimant peut-être par-là l'impossibilité d'un Sivas consensuel, d'un patrimoine commun.

On assiste donc à une politisation de l'origine en tant qu'image : si les associations politiques et identitaires sont traversées par des clivages de provenance, les associations d'origine sont divisées selon des logiques politiques, et la référence à Sivas, même généralisée, n'est pas commune : alors qu'elle devrait réunir, elle structure à un niveau différent. Ainsi, on n'observe ni identité politique régionaliste, ni formation d'une identité collective sur une base territoriale. Au contraire, ces clivages semblent se reproduire et se restructurer dans la migration.

La multiplication de discours historiographiques autour de Sivas : donner un sens au lieu

Les représentations jouent un rôle important dans cette cristallisation du lieu comme référence. La seule évocation de Sivas ne laisse pas indifférent : à l'évidence, Sivas n'est pas neutre, mais chargée d'émotions et de significations souvent négatives. Il convient ici de souligner la prégnance des « fantasmes (...) nourris d'expériences émotionnelles suscitées par des mots ou des images plus ou moins incontrôlés, comme ceux que véhiculent la presse à sensation et la propagande ou la rumeur politique »⁵⁶. D'ailleurs, la stigmatisation dont Sivas est l'objet n'est certainement pas étrangère à la fuite qui s'y perpétue, et qui alimente elle-même la stigmatisation, dans un cercle vicieux. Si ce phénomène est surtout perceptible depuis « l'événement-matrice » de 1993, qui met en œuvre des oppositions et des clivages jusque-là potentiels et alimente la mythologie, il ne s'y limite pas. Au contraire, à la cristallisation qu'ont constitué sans conteste ces événements s'ajoutent d'autres éléments, d'autres strates qui, mis en relation, font de Sivas un lieu de luttes symboliques qui le dépassent et ne se limitent aucunement à une confrontation entre islamistes d'un côté et alévis de l'autre. Alors même que Sivas devient insignifiante en termes objectifs, elle fait l'objet d'un surinvestissement sur le mode de l'imaginaire, devient un lieu de projections, le centre symbolique de discours divers et parfois opposés qu'il convient d'abord d'exposer pour en comprendre ensuite la logique.

Afin d'éviter tout malentendu, le sens donné ici au mot Sivas doit être précisé. Par

⁵⁶ Bourdieu 1993, p. 249.

artifice typographique, on opposera Sivas entendu comme réalité géographique, administrative, économique et sociale, aux représentations symboliques, souvent homogénéisantes, qui en sont données et que l'on désignera à l'aide de caractères italiques, *Sivas*.

Ce sont les élites kémalistes qui, les premières, se sont approprié *Sivas*, notamment à travers la célèbre phrase d'Atatürk : « C'est ici que nous avons jeté les bases de la République ». Cette phrase, détournée de tout manuel d'histoire, répétée lors de discours (officiels ou non) jusqu'à devenir incantation, est invoquée pour signifier la sacralité de la province et déplorer tout ce qui ne concorde pas avec cette « tradition ». Ainsi, c'est de nouveau à partir des années soixante que *Sivas* a été mise à contribution en relation avec la fondation de la République, considérée en danger. L'emprunte kémaliste se manifeste dans le plan général de la ville, organisée autour de lieux officiels, malgré son histoire bien plus ancienne : la « place du gouvernement », centrale, est entourée par la préfecture, le palais de justice, la mairie, et un peu plus loin, un monument à Atatürk ; les bâtiments de l'époque seljoukide, pourtant majestueux, sont relégués au second plan, avec une moindre visibilité. En outre, la toponymie dénote l'empreinte kémaliste : un quartier, une école, un stade de sport « 4 septembre » ; la rue « de la République » ; l'université ouverte en 1974, dont les cadres sont aujourd'hui contrôlés par la droite, est également baptisée « de la République ». Plus généralement, le pouvoir kémaliste s'est attaché à marquer *Sivas* par une série de symboles : le 4 septembre, anniversaire du congrès de *Sivas*, est commémoré par de grandes fêtes officielles. Les célébrations se sont tenues, tout en perdant de l'ampleur, jusqu'à la seconde moitié des années soixante-dix. Après le coup d'Etat de 1980, les généraux ont récupéré cette référence, ce qui a valu la visite en grande pompe à *Sivas* du général Evren, le 4 septembre 1981. Après un net repli dans les années quatre-vingt, cette date a de nouveau été célébrée en 1992, avec l'arrivée d'un préfet républicain ; elle l'est beaucoup moins depuis lors.

Sivas est en outre célébrée dans le discours turquiste. Elle représente en effet un haut lieu de la culture turque, capitale seljoukide et berceau de la première université de Turquie. C'est surtout l'endroit où le pays a été sauvé du démembrement lors du congrès de *Sivas*, et donc la citadelle assiégée du nationalisme où s'est mise en place la défense irréductible du pays contre ses ennemis et contre toute velléité de division religieuse ou ethnique⁵⁷.

Sivas est également un centre de la géographie imaginaire alévie, et l'une des provinces où leur densité est la plus forte. C'est également là que sont installées nombre de familles de dignitaires religieux qui rayonnaient dans diverses régions du pays en rendant visite à leurs fidèles. En outre, étant la ville où le poète Pir Sultan Abdal aurait été pendu, zone à forte densité de bardes alévis jusqu'à aujourd'hui, *Sivas* revêt depuis longtemps pour l'alévisme une connotation particulière. Enfin, depuis la fondation du TBP et sa direction par un enfant du terroir, la province est devenue la forteresse de l'alévisme politique.

Mais c'est surtout depuis les « événements de 1993 » que *Sivas* est devenu un thème central et récurrent du discours alévi. Dans la plupart des associations et des publications, sur les sites Internet alévis, *Sivas* est une métonymie incontournable qui

⁵⁷ Pour des exemples de ce discours dans les années soixante-dix, on peut se référer aux revues locales *Sivas'ta milliyetçi hareket* (1972) et *Pusat* (1976-1980, publiée par les foyers idéalistes). Pour l'anecdote, on a retrouvé dans le n°2 (1976) de cette revue des fragments traduits en turc de l'ouvrage de Jean-Marie Domenach sur la propagande... Publiés probablement sans l'autorisation de l'auteur.

ferme, avec Gazi, le cercle d'une interprétation obligée du « destin alévi »⁵⁸. On est face à un mythe qui fournit à la fois les principes du sens commun, les armes symboliques de la lutte politique, et les objectifs pour lesquels il est légitime de combattre. C'est là que tente de se créer une mémoire collective alévie unifiée, subordonnée à la production de symboles largement diffusés (panthéon des martyrs, érection de monuments commémoratifs dans différents endroits du pays). Même s'il s'est beaucoup ralenti, le courant de commémoration ne s'est pas tari, il s'est institutionnalisé. Dans l'association organisatrice de la manifestation culturelle, *Sivas* est un thème récurrent ; on y célèbre le jour des « événements », on y célèbre même avec leurs proches les anniversaires des victimes. Des associations spécifiques se sont constituées et donné pour mission de transmettre le souvenir (fondation *2 juillet*) – ce qui est courant en Turquie, notamment pour les victimes d'assassinats politiques. S'il est difficile de mesurer le résultat de ces actions, du moins la mémoire est-elle entretenue, et surtout diffusée au plus près des individus par l'intermédiaire d'une masse d'images, de récits, de publications, de petits objets commercialisés. Ces médiateurs perpétuent le souvenir et lui donnent une orientation particulière. Ce n'est pas l'événement en lui-même, ni les structures antérieures à celui-ci, mais l'image produite de cet événement qui est ici à la base d'une mémoire.

Les « événements » ont en outre donné lieu à une prolifération de publications, qui font la part belle aux témoignages « à chaud » de survivants et retracent les biographies des victimes⁵⁹. La majorité propose une vision manichéenne qui fait de *Sivas* le symbole de la lutte entre obscurantisme religieux, intolérance et violence d'une part, laïcité, humanité et tolérance de l'autre. Elle globalise et met en cohérence des événements disparates : de fait, toutes les victimes n'étaient pas aléviées et la mise en relation avec les « massacres alévis » des années soixante-dix est discutable ; enfin, si les « événements » se sont transformés en un massacre d'intellectuels alévis et de gauche, ils ont tout d'abord été dirigés contre *Les Versets sataniques* et celui qui était considéré comme leur porte-parole local. En outre, elle décontextualise et universalise l'événement, par exemple en le mettant en relation avec des figures comme Néron, Hitler ou Galilée. S'il convient de prendre cette littérature pour ce qu'elle vaut, il ne faut pas cependant lui dénier tout intérêt sociologique. En effet, cette grille de lecture est pertinente à un niveau national, par exemple réappropriée en partie par le quotidien *Cumhuriyet*. De fait, en 1993-1994, l'assassinat du journaliste kémaliste et défenseur de la laïcité Uğur Mumcu, les événements de *Sivas*, et le succès électoral du RP se sont succédés, contribuant à ce que le conflit entre « laïcs » et « islamistes » s'impose comme grille de lecture de l'actualité, dont *Sivas* est devenue un emblème.

⁵⁸ Voir par exemple « <http://www.canlar.de> », « <http://www.aix.de/user/aagb/html/Massaker.htm> ». Les événements de Gazi, malgré l'influence des groupes de gauche, y sont interprétés comme un massacre perpétré contre les alévis.

⁵⁹ Pour n'en citer que quelques-unes : *Bilinmeyen yönleriyle Sivas Katliamı*, Ankara 1993, Ayyıldız Yayınları. Çetin Yigenoglu, *Seriatçı Sıddet ve ölü ozanlar kenti Sivas*, Ekin yayınları, Ankara, 1993. Ali Yıldırım : *Ateste semaha durmak*. Yurt Yayınları, Ankara, 1993. Lütfi Kaleli : *Sivas katliamı ve seriat*. Alev yayınları, İstanbul, 1994. Dergiler Ortak Platformu : *Sivas 2 Temmuz*, İstanbul, 1994. Edebiyatçılar derneği : *Sivas kitabı. Bir toplu öldürümün öyküsü*. Anılar / Belgeler / İncelemeler. Ankara, 1994. *Sivas 2 Temmuz : Sivas olayları perde arkası*. Yön Matbaa, 1994... Qui se reprennent les uns les autres. Sans oublier les numéros spéciaux de diverses revues, dont nous ne citerons ici que la revue *Karsi : edeb, sanat, düşünce dergisi*. *Sivas katliamı dosyası*. Numéro spécial n°75-76, juillet-août 1993. Pour une perspective plus large (insérant *Sivas* dans une suite de massacres) voir Nedim Sahnüseyinoglu. *Yakın tarihimizde kitlesel katliamları*, 1999.

Sivas a en outre une place de choix dans le discours nationaliste kurde, pour qui le moment-clé est le soulèvement Koçgiri, qu'il interprète comme une amorce de lutte nationale, tout en dénonçant le rôle néfaste du tribalisme, et en évitant de valoriser la matrice alévie. Dans cette perspective, la présence lors du soulèvement Koçgiri de personnages qui, comme Seyit Riza et Nuri Dersimi⁶⁰, se sont illustrés dans la révolte kurde alévie de 1937-1938 est mise en valeur. Ainsi, sur la carte du Kurdistan que distribue le PKK, figurent aussi les noms Divrigi, Zara, Imranli. De même, c'est Zara, centre de la région Koçgiri, que le PKK choisit pour entrer à Sivas en 1993. On peut également noter dans la géographie des « opérations » un certain parallèle avec celle de la révolte Koçgiri. Enfin, le responsable régional du PKK, lui-même membre de cette tribu et descendant d'Alisan, l'un des dirigeants de clan et fils du dirigeant de la tribu, prend comme nom de code « Aliser », en référence au personnage-clé de l'agitation kurde au Koçgiri de 1920, témoignant ainsi de la vivacité de cette mémoire⁶¹.

Un discours de gauche qui se veut universaliste, mais porté par la kurdité (peut-être diffusé lors d'accords stratégiques entre les groupes de gauche et le PKK dans la région) donne également une place de choix à Sivas : « Sivas est désormais une porte qui ouvre de la révolution du Kurdistan vers l'Anatolie. Si les peuples réussissent à se retrouver sur cette base, cela signifie que le sort de la TC⁶² est définitivement réglé. (...) Sivas, hier encore point d'extermination de l'arménité, de la turkménité, de la kurdité, vit aujourd'hui dans la peur de devenir le cimetière de la TC »⁶³. Sivas, « croisement du kémalisme et de la turcité dominante » est le carrefour où « la TC a essayé de livrer, de tuer, d'envoyer au cimetière les peuples d'Anatolie », mais aussi où « le kémalisme sera balayé de cette géographie. (...) Sivas est un nœud. En se dénouant, le peuple du Kurdistan deviendra indépendant, les peuples d'Anatolie retrouveront la démocratie et la liberté ». Ce genre de discours relit l'histoire locale, revient sur le rôle de Sivas dans les révoltes Celali sous l'Empire ottoman, fait un parallèle entre le poète rebelle Pir Sultan Abdal et le célèbre révolutionnaire Deniz Gezmiş (arrêté dans la province de Sivas, puis pendu en 1971), et de Sivas un lieu d'affrontement entre les révoltes populaires et un Etat oppresseur.

L'hypertrophie du sens : üç Sivas

En 1996, alors que ces combats symboliques faisaient rage, le célèbre écrivain de gauche Muzaffer İlhan Erdost (éditeur, entre autres, des œuvres de Marx et Engels en

⁶⁰ Ce dernier interprète les événements de Koçgiri comme une étape dans la guerre de libération kurde, et conclut : « nous avons perdu une bataille, mais la guerre n'est pas terminée... » Nuri Dersimi, *Kürdistan tarihinde Dersim*, Dilan yayinlari, 1992, p. 164 (1^{ère} édition : 1952).

⁶¹ Secrétaire local de la Société de relèvement du Kurdistan, qui – pour couronner le tout – savait le russe et entretenait des relations avec l'armée russe afin de promouvoir la cause kurde.

⁶² « TC » (abréviation de *Türkiye Cumhuriyeti*, République turque) est une expression péjorative utilisée par les opposants pour désigner l'Etat ou tout ce qui lui est fidèle, avec la connotation de « collabo ».

⁶³ *Sosyalist alternatif*, décembre 1994-janvier 1995, n°4-5. Cité par Muzaffer İlhan Erdost 1996, pp. 27-28. Les citations suivantes sont tirées de la même revue, août 1995, n°10, pp. 33-43.

Turquie), publia un petit livre intitulé *Üç Sivas – Türkiye'nin yeni Sevr'e zorlanmasi odaginda* [Les trois Sivas – au foyer du forcing de la Turquie dans un nouveau Sèvres]⁶⁴. Il y considère Sivas comme le nœud d'une conspiration internationale où se joue l'avenir de la Turquie dans un contexte de capitalisme global et de surpuissance américaine, qui mène une nouvelle guerre de partage indexée sur la politique du pétrole, visant à diviser la République turque. C'est dans ce but que les Etats-Unis dirigent une union officieuse internationale musulmane et renforcent les milieux religieux par la politique de la « ceinture verte ». Ainsi, les événements de 1993 étaient planifiés pour amorcer une guerre confessionnelle et ethnique à Sivas, aggravée par les visées séparatistes du PKK, également indexées sur la politique du pétrole. Peu après sa parution, le livre fut interdit, saisi, son auteur jugé par la cour de sécurité de l'Etat d'Ankara, et condamné pour « propagande contre l'unité indivisible de la République turque et de la nation ». Commencèrent alors des débats passionnés et une campagne internationale de soutien, portée par divers écrivains, intellectuels et la fondation turque des droits de l'homme, appelant à la liberté de pensée⁶⁵. La défense de l'auteur argua du fait qu'il était lui-même défenseur de l'unité de la Turquie, et avait cité d'autres sources (les passages pour lesquels il était incriminé) dans le but de montrer les dangers de la division de la Turquie et les complots internationaux⁶⁶, dont Sivas était pour lui le centre réel et symbolique.

Politiques du lieu, politiques du sens

Le surinvestissement dont *Sivas* est l'objet rappelle celui qui caractérise la *Vendée*, quoique ce cas, dont l'historiographie est cristallisée par rapport à un événement précis et définitivement fixée, en miroir, dans les consciences politiques de ses défenseurs comme de ses détracteurs, soit plus proche de *Tunceli* depuis le soulèvement de 1937-1938. En effet, comme la *Vendée*, *Tunceli* est la rencontre, sur un territoire défini par les soulèvements et les massacres, d'une population soudée par les mêmes épreuves avec la représentation idéologique attribuée à la région. Ainsi, ces deux images de la menace intérieure, de la trahison dans la tragédie nationale justifient la dimension symbolique de la lutte : il ne faudra rien de moins que « détruire la *Vendée* », source de tous les maux, et « civiliser le *Dersim* », c'est à dire le soumettre au pouvoir, le turquifier⁶⁷. Ce qui différencie *Sivas* de *Tunceli* et de la *Vendée*, c'est la conflictualité

⁶⁴ Le traité de Sèvres (août 1920) symbolise en Turquie le partage du territoire national par les forces ennemies. Ce symbole est utilisé notamment par le Conseil de sécurité nationale pour montrer les dangers de la fragmentation de la nation.

⁶⁵ Voir, pour un dossier complet, Sol ve Onur Yayinlari. *Katalog*, 7 novembre 1999, et les articles de *Cumhuriyet* (4 mars 1999, 6 mars 1999, 17 mars 1999, 15-20 mai 1999, 15 juillet 1999), *Aydinlik*, 30 mai 1999, *Evrensel*, 30 avril 1999, *Radikal*, 20 mars 1999.

⁶⁶ Pour une analyse du discours sur l'unité de la Turquie et sa réappropriation par différents acteurs, voir Massicard 2001.

⁶⁷ Pour la Vendée, voir Suaud 1993. Pour un exemple de ce type de discours sur Tunceli (à peine modifié depuis lors), voir Nasit Ulug, « Tunceli Medeniyete açiliyor » [Tunceli s'ouvre à la civilisation], Istanbul, 1939, cité par Kieser 1994, p. 64.

même des représentations de cette région : la dispute concerne « quel *Sivas* », quel sens donner à *Sivas*, à quel(s) événement(s), à quelle(s) période(s) donner la primauté ?

Par-delà la diversité des discours sur *Sivas*, les figures de style qu'ils mettent en œuvre se ressemblent. Par exemple la métonymie, processus de condensation de sens, est courante : on utilise un lieu pour évoquer un fait (*Sivas* pour désigner les événements qui s'y sont déroulés et éventuellement pour émettre un jugement de valeur⁶⁸) ou encore une date pour suggérer un acte, éventuellement un espace : le 2 *juillet*, date des événements de 1993, reste souvent plus évocateur que l'année elle-même⁶⁹. Or la date peut être utilisée, plus largement, pour invoquer une signification donnée à un lieu et à un événement. Ainsi, le 4 *septembre*, date du congrès de *Sivas*, devient une référence qui ne prend son sens que par rapport à *Sivas* (elle est ignorée ailleurs), à un événement précis et à la signification qu'on lui confère. La récurrence des dates permet, par l'intermédiaire des commémorations, la répétition et le marquage du temps. Parallèlement, les symboles sont exportés dans l'espace, hors de la ville : nombreux sont les épiciers d'Istanbul dont l'enseigne comporte « 4 septembre », dénotant ainsi non seulement leur origine géographique mais aussi le sens qu'ils lui donnent, ce qui va au-delà d'un simple argument commercial et peut même se révéler économiquement contre-productif.

Outre les figures de style, la logique qui sous-tend ces discours reste la même : le lieu doit avoir un sens, et les acteurs se déchirent pour s'octroyer l'occupation sémantique du symbole. Celui-ci confère une signification à l'action, par la répétition rituelle d'un acte, et l'inscrit dans une série qui lui confère une signification plus large. Ainsi, le fait que la plupart des altercations politiques des années soixante-dix à *Sivas* aient eu lieu soit lors de jours sacrés du calendrier musulman soit lors de fêtes symboliques de la République (et les deux, en ce qui concerne les événements de septembre 1978, les plus meurtriers), n'est pas anodin. Le sens lie la mobilisation d'un groupe particulier à un message universel, et permet d'inscrire son action dans l'histoire.

Dans cette perspective, le discours officiel sert en quelque sorte de modèle aux autres, et ces historiographies sont des formes inversées de l'historiographie officielle turque⁷⁰ : la terre est vue comme un acteur de l'histoire des populations accueillies, qui leur confère un caractère commun excluant tous ceux dont l'existence dément l'image consensuelle de cette identité. En imposant une grammaire substantialiste du lieu, son intégration dans une historiographie monolithique et intentionnelle, le processus de construction symbolique élaboré par l'Etat prescrit les schèmes de pensée, un souci de généralisation, le détournement et la globalisation du sens qui tentent de faire de *Sivas* un symbole unitaire. Cette production se fait dans un va-et-vient incessant entre un travail d'imposition de problématiques effectué par l'Etat et de multiples opérations symboliques qui mobilisent divers acteurs sur place et au-delà.

⁶⁸ Ainsi, de la même manière que *Sivas* sera utilisé pour signifier la barbarie, *Susurluk* (lieu de l'accident de voiture qui dévoila, le 3 novembre 1996, les collusions entre police, mafia et politique) le sera pour signifier la corruption.

⁶⁹ Ce processus n'est pas propre à *Sivas* : par exemple, on utilise couramment la date 12 *septembre* pour signifier le coup d'Etat de 1980.

⁷⁰ Sur les modalités d'élaboration de l'historiographie officielle turque, voir Copeaux 1997, notamment p. 299 pour le rôle des lieux.

Or la lutte symbolique unit ces représentations autour de *Sivas*, qui forme donc un champ unique contrastant avec la diversité des idéologies défendues. Ainsi, ces représentations ne fonctionnent pas seulement pour les gens de *Sivas*, mais surtout à l'échelle nationale. *Sivas* devient ainsi un lieu de mobilisation symbolique dans les luttes politiques nationales, une cause nationale que chacun tente de se réapproprier. De fait, ces symboles, comme les schèmes de pensée qu'ils portent, ne prennent sens et valeur que rapportés aux actions déployées à l'échelle nationale, qui visent à la création d'une nation unifiée, et conformément à la structuration du champ politique⁷¹. L'intégration de *Sivas* dans les discours nationaux fait qu'il est difficile pour la ville de se défaire de ces images produites au moins autant par l'extérieur que par l'intérieur, les habitants ne les acceptant pas toujours. Ces images contribuent à influencer les actions, par exemple à faire fuir les investisseurs⁷².

Dans ce cadre, les discours se répondent, s'affrontent et se superposent, sans qu'il y ait dialogue : c'est le sens du slogan « c'est ici que la République a été fondée, c'est ici qu'elle sera détruite » des manifestants islamistes contre la manifestation culturelle alévie en 1993, et plus généralement du contre-pied que prennent tous les discours d'opposition, à travers *Sivas*, à la fondation de la République kémaliste. Si, à travers *Sivas*, la gauche extrême prend la Turquie pour cible plus que la République, les islamistes prennent pour cible la République, et non la Turquie. Par ailleurs, l'utilisation du terme «*Koçgiri* » pour désigner la région⁷³ ou encore de «*Sêwaz* », la version kurde, sont également des manières de nier la légitimité de *Sivas*, et *a fortiori* de la nation.

Quels sont les enjeux des luttes qui sous-tendent l'élaboration des significations de *Sivas* ? On ne se bat pas tant pour le contrôle de *Sivas*, cet espace n'étant pas vraiment un facteur de puissance ni une source de richesses, mais on se bat pour son sens, car même sans revendication exclusive du territoire comme instrument d'une identité religieuse ou ethnique, les combats symboliques font partie des luttes politiques réelles. Les « faits de mémoire » ainsi célébrés sont des actes de pouvoir situés dans les espaces sociaux et politiques réels. Ces historiographies, productions symboliques qui s'appuient sur des mobilisations fondatrices objectives, s'autonomisent par la suite dans des luttes qui se développent sur d'autres terrains et selon des temporalités propres.

Une dynamique des extrêmes ?

Peut-on affirmer que *Sivas*, de par ses contrastes politiques et identitaires exportés, alimentés de surcroît par un surinvestissement imaginaire au niveau national, est un vecteur de polarisation ? Les élections de 1999 auront été marquées par la victoire générale du nationalisme, que ce soit celui du DSP ou du MHP. Or la répartition des

⁷¹ Suaud 1993, p. 6.

⁷² Entretien avec un député (DSP) de *Sivas*, Ankara, 15 novembre 2000.

⁷³ « *Je suis née à Koçgiri* », cité dans Çiçek 1999, p. 9.

votes met en évidence une « régionalisation » géographique (qui est aussi économique et en partie communautaire) des partis et l'apparition de trois régions politiques distinctes : c'est dans l'Ouest, dans les provinces ayant un niveau élevé de développement économique, et dans les grandes villes comme Istanbul et Ankara que le DSP, premier parti au niveau national, recueille l'essentiel de ses voix. Il obtient en revanche des résultats très médiocres dans l'Est du pays, qui est marqué par le vote HADEP⁷⁴. Le MHP et le Fazilet se disputent quant à eux la domination de l'Anatolie intérieure, mais des constellations locales différenciées s'intègrent dans une dynamique générale de polarisation.

Une dynamique des extrêmes portée par la communautarisation

Il faut tout d'abord replacer Sivas dans l'ensemble de l'Anatolie intérieure, cette zone mixte, qui n'est ni précisément délimitée, ni homogène. Bozarslan définit ainsi quatre sous-ensembles « à risque » pour les années soixante-dix, et classe Sivas dans la « zone rouge », celle où le clivage alévis/sunnites est doublé du clivage Turcs/Kurdes, mais où le clivage confessionnel reste prédominant⁷⁵ alors que d'autres provinces seraient plutôt le théâtre d'une polarisation ethnique.

Ainsi, en 1991 déjà, Sivas – et notamment ses arrondissements les plus mixtes – faisait partie des départements les plus polarisés entre SHP et RP, qualité qu'elle partageait avec d'autres provinces mixtes (Erzincan, Çorum, Maras, Tokat). Sivas représentait (et représente toujours) par ailleurs une certaine osmose entre droite religieuse (qui gardait la préséance) et nationaliste : le RP, contrairement à la plupart des villes d'Anatolie orientale, s'était gardé d'y défendre l'identité kurde pour adopter des positions nationalistes turques⁷⁶. De même, ce n'est pas un hasard si le BBP, une version islamique de la droite ultra nationaliste, a été fondé et reste dirigé par Yazicioglu, originaire de Sivas⁷⁷. C'est encore à Sivas qu'il compte ses meilleurs scores (30,65 % aux municipales de 1994, sans empiéter pour autant sur les voix du RP qui ont augmenté également ; en 1999, le BBP a obtenu 17 % à Sivas contre 1,47 % au niveau national) et qu'il a vite dépassé le MHP localement, notamment en instrumentalisant le clivage alévis/sunnites que ce dernier tente de mettre en sourdine depuis la fin des années quatre-vingt. Les élections de 1999 semblent cependant avoir

⁷⁴ Dorronsoro 1999.

⁷⁵ Avec Malatya, Erzincan, Tunceli, Bingöl, et Elazığ, où des kurdes sunnites votent pour l'extrême droite nationaliste.

⁷⁶ Tanil Bora (1994, p. 60) note d'ailleurs que c'est en Anatolie centrale que « les nationalistes sont les plus religieux, et que les religieux sont les plus nationalistes ».

⁷⁷ En juillet 1992, le député de Sivas Yazicioglu (directeur dans les années soixante-dix des foyers idéalistes, organisations de jeunesse rattachées au MHP) et 5 députés démissionnèrent du MHP jugé trop « turquiste » et pas assez « islamique » pour fonder le BBP au profit d'un rééquilibrage pour cette seconde composante. Yazicioglu appartiendrait à la branche Menzil des Naqshibendi. Les membres du BBP sont des « idéalistes turco-islamiques » et rencontrent la sympathie des confréries qui adhèrent plus au nationalisme turc qu'à l'umma, et dont les références sont, entre autres, Said Nursi, Necip Fazil Kısakürek, et Erol Güngör.

marqué un regain du nationalisme « pur » (le MHP a gagné 13,16 % par rapport à 1995, certainement en partie en raison des problèmes avec le PKK, alors que le RP a perdu 11,5 %, probablement en partie en faveur du BBP). Cependant, cette tendance qui marque une synchronisation avec les dynamiques nationales ne remet pas en cause un glissement croissant vers la droite radicale : en 1999, 63,75 % des votes sont allés à la droite religieuse et/ou nationaliste (contre plus de 80 % en 1996⁷⁸). De fait, depuis les années quatre-vingt, la plupart des sièges ont été remportés par la droite radicale nationaliste et/ou religieuse, les électeurs d'autres obédiences étant réduits à jouer l'une contre l'autre dans une logique du moindre mal.

Cette polarisation surtout religieuse s'est appuyée sur une certaine communautarisation. Rappelons que Sivas a été le centre du TBP alévi des années soixante et soixante-dix, sans pour autant que ce phénomène puisse être ramené à un vote de type « tribal » (les villages d'origine de Timisi ne votent pas plus que les autres pour le parti) ; rappelons également que les Sivasli sont surreprésentés dans les associations aléviées, les dirigent presque systématiquement, et ce aussi bien dans les métropoles qu'en Europe avant même les événements de Sivas⁷⁹. D'une manière générale, si dans les années cinquante le clivage politique pertinent à Sivas était le clivage ville/campagne, l'étude des résultats électoraux par village permet de confirmer le regain d'un vote communautaire (sunnites/alévis) amorcé dans les années soixante, après une normalisation relative consécutive au coup d'Etat de 1980. Déjà en 1987, le SHP misait sur des candidats alévis dans les provinces comme Sivas, Amasya, Tokat, Çorum en raison de l'influence croissante des alévis sur ses organisations locales. Du coup, les électeurs sunnites se seraient détournés du parti, qui aurait perdu des voix par rapport aux élections précédentes⁸⁰. En 1999, les quatre premiers candidats du CHP à Sivas étaient alévis, alors même que dans d'autres régions comparables (comme Maras, Tokat, Çorum et Yozgat) le parti veillait à un équilibre entre alévis et sunnites : son candidat municipal était alévi à Istanbul, mais pas à Ankara... Cette constante de la communautarisation invite à relire la chronologie politique « classique » de la Turquie : pour Sivas – et peut-être pour l'Anatolie centrale dans son ensemble – la coupure de 1980 ne semble pas si radicale qu'on peut le penser. Mais si le SHP/CHP a souvent porté un vote communautaire dans les régions mixtes (pour les alévis, et en partie pour les Kurdes), il semble être une option de moins en moins plausible, notamment en raison de son silence lors des événements de Sivas en 1993, alors qu'il était au pouvoir. Certains expliquent même le fait que le CHP n'ait pas pu passer le barrage des 10 %, pour la première fois de l'histoire de la République turque, par un abandon de la part des alévis. Ces votes se reporteraient-ils en partie sur la gauche extrême, qui renaît de ses cendres depuis quelques années ?

La gauche à Sivas est cependant plus discrète, les partis de gauche ou d'extrême gauche y remportant des scores minimes (notamment en raison de la migration différentielle, et de la nécessité de voter utile dans une situation où la gauche n'a

⁷⁸ Lors de l'élection locale partielle de 1996, le RP a obtenu 40,53 %, suivi de près par le BBP (38,41 %) ; le MHP n'a obtenu que 3,64 % ; le CHP 6,59 % ; DSP 1,48 % ; ANAP 5,28 % ; DYP 2,31 % ; RP et BBP totalisaient 78,94 % des voix. Plus de 80 % des votes sont donc allés à la droite radicale, religieuse et/ou nationaliste.

⁷⁹ Un phénomène qui rappelle la surreprésentation des originaires de Dersim dans la direction d'organisations d'extrême gauche dans les années soixante-dix, voir à ce sujet Bruinessen 1994.

⁸⁰ Schüler 1998, p. 290.

aucune chance)⁸¹. Néanmoins, il suffit de feuilleter des journaux d'extrême gauche pour réaliser que Sivas figure parmi les régions d'origine des « martyrs » les plus représentées, avec Tunceli et Tokat. Déjà, l'analyse de l'acte d'accusation de l'organisation d'extrême gauche Dev-Yol d'Ankara (1980) montrait à la fois l'importance des jeunes d'extraction rurale dans ces organisations et la surreprésentation des zones à risque, et notamment des militants de Sivas, surreprésentés même par rapport à l'ensemble de la « zone rouge »⁸². Ainsi, la gauche radicale se construit à cheval avec l'extérieur, et la relation Sivas-Istanbul joue à double sens : le jeune sans travail en province va à Istanbul, commence à trouver sa place dans la mafia des terrains, et tombe entre les mains des organisations de gauche. Après quelques actions illégales, il est recherché par la police, retourne alors à la campagne... Ou encore, des jeunes désœuvrés des quartiers déshérités des métropoles sont idéologisés et recrutés par des organisations de gauche, puis envoyés dans le « maquis », où ils disparaissent pour quelques mois ou pour toujours.

Une exportation des dynamiques centrifuges de l'Anatolie centrale ?

La polarisation se construit donc sur plusieurs espaces. Peut-on émettre l'hypothèse que Sivas, ou l'Anatolie centrale dans son ensemble, représente un moteur de polarisation par rapport à l'ensemble national ?

Il n'existe pas de données sûres concernant le comportement électoral par origine dans les métropoles. Seul Schüler⁸³ montre, sur la base de statistiques, une corrélation entre la forte organisation du SHP dans des quartiers de *gecekondü* d'Istanbul et leur provenance de régions mixtes à forte proportion alévie. De même, il met en évidence la présence de réseaux (notamment *d'hemsehrî*) organisés à l'intérieur des partis pour imposer leurs intérêts, et la forte organisation du parti dans les quartiers où des groupes de provenance sont fortement représentés. Il semble cependant improbable qu'on ait une translation pure et simple des comportements politiques. Ainsi, les Kurdes votent proportionnellement peu HADEP à Istanbul, le vote HADEP est donc régional, et non polarisant au niveau national⁸⁴.

Mais la surreprésentation, en Anatolie centrale, des votes islamiste, nationaliste et des partis identitaires se retrouve dans les *varos*, ces quartiers déshérités des métropoles, avec en outre de bons scores d'extrême gauche. Ainsi, l'observation des campagnes électorales montre que dans ces quartiers, ce sont le HADEP, le BP, l'ÖDP, l'EMEP d'un côté, le FP, le MHP et le BBP de l'autre qui se disputent les mêmes fractions sociales de la population : les migrants peu intégrés, qui expriment leur manque de confiance vis-à-vis des partis qui ont déjà fait leurs « preuves » au pouvoir. Des visions nationalistes ou particularistes, islamistes, alévies, kurdes ou anti-

⁸¹ Entretien avec le directeur de l'EMEP de Sivas, Sivas, 1^{er} décembre 2000.

⁸² Séminaire d'Hamit Bozarslan à l'EHESS, 15 mars 2000.

⁸³ Schüler 1998.

⁸⁴ Dorronsoro 1999.

nationalistes rivalisent donc sur un même terrain. Riva Kastoryano⁸⁵ affirme ainsi que c'est dans ce vote « contestataire » que les identités reprennent tout leur sens, auxquelles s'ajoutent les clivages droite/gauche, mais dont les frontières se superposent à celles des appartenances ethniques et religieuses.

Parallèlement, les mobilisations politico-identitaires contemporaines, à savoir l'islam politique et la revendication nationaliste kurde, procèdent en grande partie de l'émigration turque en Europe. Ici encore, les recompositions se jouent entre réseaux déterritorialisés et liens qu'on pourrait presque dire primordiaux, et la mobilité semble être un vecteur d'inflation d'identité. Peut-on supposer, parallèlement à cette dynamique d'amplification externe, une dynamique de polarisation interne, dont le foyer serait l'Anatolie centrale ? Cette région mixte, qui tiendrait une unité relative – en l'absence d'agenda spécifique et d'acteurs unifiés – de sa logique de polarisation, alimentée à la fois par sa dynamique sociale (pauvreté, migrations en chaîne) et politique (clivages communautaires, dynamique des extrêmes), pourrait-elle être la nouvelle « région à problèmes », dans un contexte général de politisation des identités ?

CONCLUSION

Alors même que la société turque est extrêmement mobile, ses migrations internes et externes toujours dynamiques, le lieu n'est pas devenu un concept obsolète d'analyse sociale et politique, ni simple provenance sous l'effet d'une hypothétique modernisation. On n'a pas de « localisation » en réaction à une « globalisation », mais les recompositions territoriales se font sur des modes divers, aux niveaux sociologique et discursif.

Le local continue tout d'abord à être un niveau d'intégration et d'articulation des actions, des acteurs et des groupes. Ainsi, la municipalité et les sièges au Parlement restent des enjeux politiques de taille, créés par le système administratif, qui unifie ainsi la ville et sa région en en faisant des formes mobilisatrices et génératrices de conflits. Mais la conception classique du territoire comme aire géographique donnée, emboîtée dans des systèmes plus vastes en relation hiérarchique, associée à un système stable de références, le tout selon des rapports univoques de proximité et de distance, semble ici réductrice.

Le territoire devient un lieu d'expression des identités, une étape de constitution de réseaux et de construction de mobilisations. Ainsi, le « local » se démultiplie, devient une ressource parmi d'autres à l'intérieur d'un système de réseaux, qu'il faut envisager dans ses interactions avec le national et le global. La question se déplace alors d'une définition substantielle du local à l'articulation des différents lieux d'intégration. On a souvent mis l'accent sur les utilisations différentielles du territoire par rapport au transnational, mais trop peu sur les usages différenciés des territoires à l'intérieur même de l'Etat. Or le passage à l'international, malgré les différences évidentes et un

⁸⁵ Riva Kastoryano 1999.

« saut qualitatif » incontestable, ne semble être qu'une étape parmi d'autres, dans un continuum de lieux investis différemment. Dans tous les cas, cette « nouvelle localité » tend à ne pas s'inscrire dans un rapport de dépendance vis-à-vis de l'Etat, ni d'ailleurs nécessairement d'opposition. Elle se développe parallèlement à l'Etat, dans un rapport de coopération et de concurrence avec lui, parfois d'ignorance ou éventuellement comme un substitut de l'Etat.

Le territoire est également un point d'identification, de référence, souvent imaginaire, dans des stratégies de création ou d'entretien de réseaux, de solidarités, de clôture relative dans les métropoles anonymes. A ce titre, la référence au lieu permet de préserver suffisamment d'ouverture en raison de la plasticité même de la localisation.

Enfin, le territoire – *Sivas* – est l'objet d'une extension sémantique, devient métonymie et référence, voire point de cristallisation identitaire et politique. Le lieu est ici témoin d'une nouvelle combinaison avec l'espace abstrait, sert de support à l'affirmation de la totalité, ou de ressource symbolique pour des mobilisations politiques à plus grande échelle... La force d'un tel système symbolique tient au fait qu'il peut être réactivé en permanence pour soutenir des intérêts objectivement différents.

Sivas n'est nullement représentative de toute la Turquie. L'échelle départementale que nous avons choisie est une – conventionnelle – parmi d'autres, mais qui présente l'avantage d'être articulée avec de nombreuses autres. D'autre part, son histoire sociale, la structuration spécifique de sa migration entraînent des conséquences sur les processus que nous avons analysés. Enfin, chaque région n'est pas vouée aux recompositions, aux luttes que nous avons cru pouvoir lire à *Sivas* et autour de *Sivas*. Néanmoins, ces processus sont révélateurs des mutations générales de la Turquie contemporaine. En ce sens, *Sivas* peut être considérée comme emblématique d'un surinvestissement émotionnel qui ne lui est pas propre, mais se retrouve dans de nombreux symboles, notamment à valeur nationaliste.

Alors même que le succès du nationalisme fait paradoxalement apparaître au grand jour les tensions ethniques et identitaires, s'esquisse à l'issue de cette étude la nécessité de repenser les modes d'intégration et le rôle du territoire. Les modalités de recomposition du lieu comme support, référence et ressource d'articulation du politique remettent au centre de l'analyse les groupes segmentaires et réseaux délocalisés. En reliant divers espaces au-delà et en deçà du territoire national, en les constituant en réseaux, ils redéfinissent le lien entre territoire et espace politique, remettent en cause l'Etat-nation en tant que structure culturellement et territorialement unifiée. Leurs pratiques fluides et pragmatiques contrastent avec les représentations substantialistes et totalisantes de lieux comme *Sivas* et avec la nature figée des discours en général (qui constituent pourtant leurs références communes, au-delà des revendications opposées, identitaires ou nationalistes, dont ils se font les supports). A défaut d'intégration par le territoire, on assiste ainsi à une homogénéisation paradoxale par les références et par les pratiques d'articulation politique, qui se nourrissent de lieux et d'idéologies différenciés⁸⁶.

⁸⁶ Remerciements : Hamit Bozarслан, Gilles Dorronsoro.

Bibliographie

- Amiriaux, Valérie (1999), « Les limites du transnational comme espace de mobilisation », in Jocelyne Césari (dir.) « Les anonymes de la mondialisation », *Cultures et Conflits* n°33-34, pp. 25-50.
- Andrews, Peter Alford (1989), *Ethnic groups in the Republic of Turkey*, Wiesbaden.
- Appadurai, Arjun (1997), *Modernity at large. Cultural dimensions of globalization*, Delhi, Oxford University Press.
- Badie, Bertrand (1995), *La fin des territoires. Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*, Paris, Fayard.
- Bayart, Jean-François (1998), « L'Europe et la laïcité contre la démocratie en Turquie », in *Critique internationale* n°1, pp. 15-22.
- Bazin, Marcel (1986), « Les disparités régionales en Turquie », in Altan Gokalp (dir.), *La Turquie en transition : disparités, identités, pouvoirs*, Maisonneuve-Larose, Paris, pp. 17-47.
- Bora, Tanil (1994), « İki MHP », in *Birikim* n°32.
- Bourdieu, Pierre (1993), « Effets de lieu », in Pierre Bourdieu (dir.) *La Misère du monde*, Paris, Seuil.
- Bourdin, Alain (2000), *La Question locale*, Paris, PUF.
- Bozarslan, Hamit (1999), « Le phénomène milicien : une composante de la violence politique dans la Turquie des années soixante-dix », in *Turcica*, vol. XXXI.
- Çakir, Rusen (1998), « La vie religieuse à la frontière turco-kurde : le cas d'Elazığ », in *Les annales de l'autre islam* n°5. L'islam des Kurdes, INALCO/ERISM, Paris, pp. 351-367.
- Copeaux, Etienne (1997), *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste, 1931-1993*, Paris, CNRS Editions.
- Cumhuriyet (1977), *Seçim 1977*, Istanbul, Altın Kitaplar Matbaası.
- Çiçek, Evin Haydar (1999), *Koçgiri Ulusal Kurtuluş Hareketi*, Stockholm, Apec Yayınları.
- Çoskun, Zeki (1995), *Aleviler, Sünniler ve... öteki Sivas*, Istanbul, İletişim, Memleket yayınları.
- Deli, Fadime, Pérouse Jean-François (1999), Le Tremblement de terre de Yalova-Izmit-Istanbul, *Les dossiers de l'IFEA*, série la Turquie aujourd'hui, n°1.
- De Tapia, Stéphane (1989) « De l'émigration au retour. Les mutations du champ migratoire turc », *R.E.M.M.M* 52/53, 2/3, pp. 255-272.
- Devlet İstatistik Enstitüsü, *Milletvekili seçim sonuçları*, Ankara.
- Devlet İstatistik Enstitüsü (1993), *İl ve Bölge istatistikleri*, Ankara.
- Devlet İstatistik Enstitüsü (1997), *1990 Genel Nüfus Sayımı. Daimi ikametgaha göre iç göçün sosyal ve ekonomik nitelikleri*, Ankara.
- Dorransoro, Gilles (1999), « Les Kurdes de Turquie : revendications identitaires, espace national et globalisation », Paris, *Les Etudes du CERI*, n°62.
- Edebiyatçılar Derneği (1994), *Sivas kitabı. Bir toplu öldürümün öyküsü. Anılar / Belgeler / İncelemeler*, Ankara.
- Ekmekçioglu, Zeki (1998), *Cumhuriyetimizin 75. yılında Sivas*, Sivas.
- Erder, Sema (1996), *Istanbul'a bir kent konuğu :*

Ümraniye, Istanbul, Iletisim.

Erder, Sema (1997), *Kentsel gerilim. Enformel iliski aglari alan arastirmasi*, Ankara, Um:ag.

Erdost, Muzaffer Ilhan (1996). *Türkiye'nin yeni Sevr'e zorlanmasi odaginda üç Sivas*, Ankara, Onur Yayinlari.

Esen, Adem (1999). *Sivas Ekonomisi*, Sivas, Sivas Belediyesi Kültür Yayinlari.

Gokalp, Altan (1986), « Espace rural, village, ruralité », in Gokalp, Altan (dir), *La Turquie en transition : disparités, identités, pouvoirs*. Maisonneuve-Larose, Paris, pp. 42-82.

Günes-Ayata, Ayse (1990), « Gecekondularda Kimlik Sorunu, Dayanisma Örüntüleri ve Hemsehrilik », in *Toplum ve Bilim*, n°51/52, p. 89-101.

Günes-Ayata, Ayse (1993). «The portrait of a capital : social relations, networks, neighbourhoods », in Zeynep Aktüre, Benoît Junod (dir.) *Identity, Marginality, Space*. Pre-Symposium Lectures & Panel Discussions, Ankara, METU.

İller Bankasi (1970), *Sivas Analitik Etüdleri*, Ankara.

Karpat, Kemal (1976), *The gecekondu – Rural migration and Urbanization*, Cambridge.

Kastoryano, Riva (1999). *Les élections et les nationalismes en Turquie*, Paris, document non publié.

Keles, Rusen (1992), *Yerinden yönetim ve siyaset Istanbul*.

Kieser, Hans Lukas (1994), « L'alévisme Kurde », in *Les Kurdes et les Etats, Peuples Méditerranéens* n°68-69, pp. 57-76.

Kieser, Hans Lukas (1998), « Les Kurdes alévis

et la question identitaire : le soulèvement de Koçgiri-Dersim (1919-1921) », *Les Annales de l'autre islam*, n°5, « L'islam des Kurdes », INALCO/ERISM, pp. 279-316.

Köy isleri bakanligi (1965), Köy envanter Etüdlere göre Sivas, Ankara.

Leder, Arnold (1971), *Catalysts of Change: Marxist versus Muslim in a Turkish Community*, Austin, Texas, Middle East Monographs 1, Centre of Middle Eastern Studies.

Lubig, Evelyn (1988), *Wie die Welt in das Dorf und das Dorf in die Welt kam*, Saarbrück, Breitenbach.

Mardin, Serif (1973), « Center-periphery relations, a key to turkish politics ? » *Daedalus*, hiver 1973, pp. 169-190.

Martin, Jean-Clément (1987), « La Vendée, région-mémoire. Bleus et blancs », in Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, Paris, Quarto, Gallimard, pp. 519-534.

Massicard, Elise (2001), « L'alévisme, une identité collective à sens multiples », in *Etudes turques et ottomanes*, EHESS, n°9.

Pérouse, Jean-François (à paraître en 2002), « Les métamorphoses de "Gazi Mahallesi" : formation et dilution d'un quartier périphérique d'Istanbul », in *Anatolia Moderna* n°11.

Öztürk, Nese (1999), « Illegalesen kent Istanbul », in *Bilim ve Toplum* n°65, pp. 9-22.

Roy, Olivier (1996), « Groupes de solidarité au Moyen-Orient et en Asie Centrale. Etats, territoires et réseaux », Paris, *Les Cahiers du CERI*, n°16.

Sauner-Nebioglu, Marie-Hélène (1995), *Evolution des pratiques alimentaires de Turquie : analyse comparative*, Berlin, Klaus Schwarz.

Schüler, Harald (1998), *Die türkischen Parteien und ihre Mitglieder*, Hambourg, Schriften des Deutschen Orient-Instituts.

Seufert, Günter (1997), « Between religion and ethnicity: a Kurdish-Alevi tribe in globalizing Istanbul », in Ayse Öncü, Petra Weyland (dir.) *Space, Culture and Power*, London, Zed Books, pp. 157-177.

Struck, Ernst (1984), *Landflucht in der Türkei. Die Auswirkungen im Herkunftsgebiet – dargestellt an einem Beispiel aus dem Übergangsraum von Inner- zu Ostanatolien (Provinz Sivas)*, Landau, Passavia Universitätsverlag.

Suaud, Charles (1993), «La force symbolique de l'Etat. La production politique d'une culture réfractaire en Vendée », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, 116/117, mars 1993, pp. 3-23.

TBMM Tutanak Dergileri.

Teziç, Erdogan (1976), *Siyasi Partiler*, Istanbul, Gerçek Yayinlari.

Unbehaun, Horst (1994), *Klientelismus und politische Partizipation in der ländlichen Türkei. Der Kreis Datça 1923-1992*, Hambourg, Schriften des Deutschen Orient-Instituts.

Van Bruinessen, Martin (1994), « Nationalisme kurde et ethnicités intra-kurdes », in *Peuples Méditerranéens*, n°68-69, Les Kurdes et les Etats, pp. 11-37.

Wedel, Heidi (1999), *Lokale Politik und Geschlechterrollen. Stadtmigrantinnen in türkischen Metropolen*, Hambourg, Schriften des Deutschen Orient-Instituts.

Wilpert, Czarina (1990), « Religion and ethnicity : organisations, perceptions and strategies among turkish Alevi and sunni migrants in Berlin », in T. Gerholm, Y.G. Lithman (eds.), *The new Islamic Presence in Western Europe*, Mansell Publ., New York.

Yasak, Ibrahim (1997), *Sivas ili*, Sivas, Seyran Yayinlari.

Journaux et revues

Aydinlik
Cumhuriyet
Çevre Gazetesi
Evrensel
Hürriyet
Istanbul'daki Anadolu
Kizilirmak
Milliyet
Özgür Politika
Pir Sultan Abdal Dergisi
Radikal
Sabah
Yeni Yüzyil
Zaman

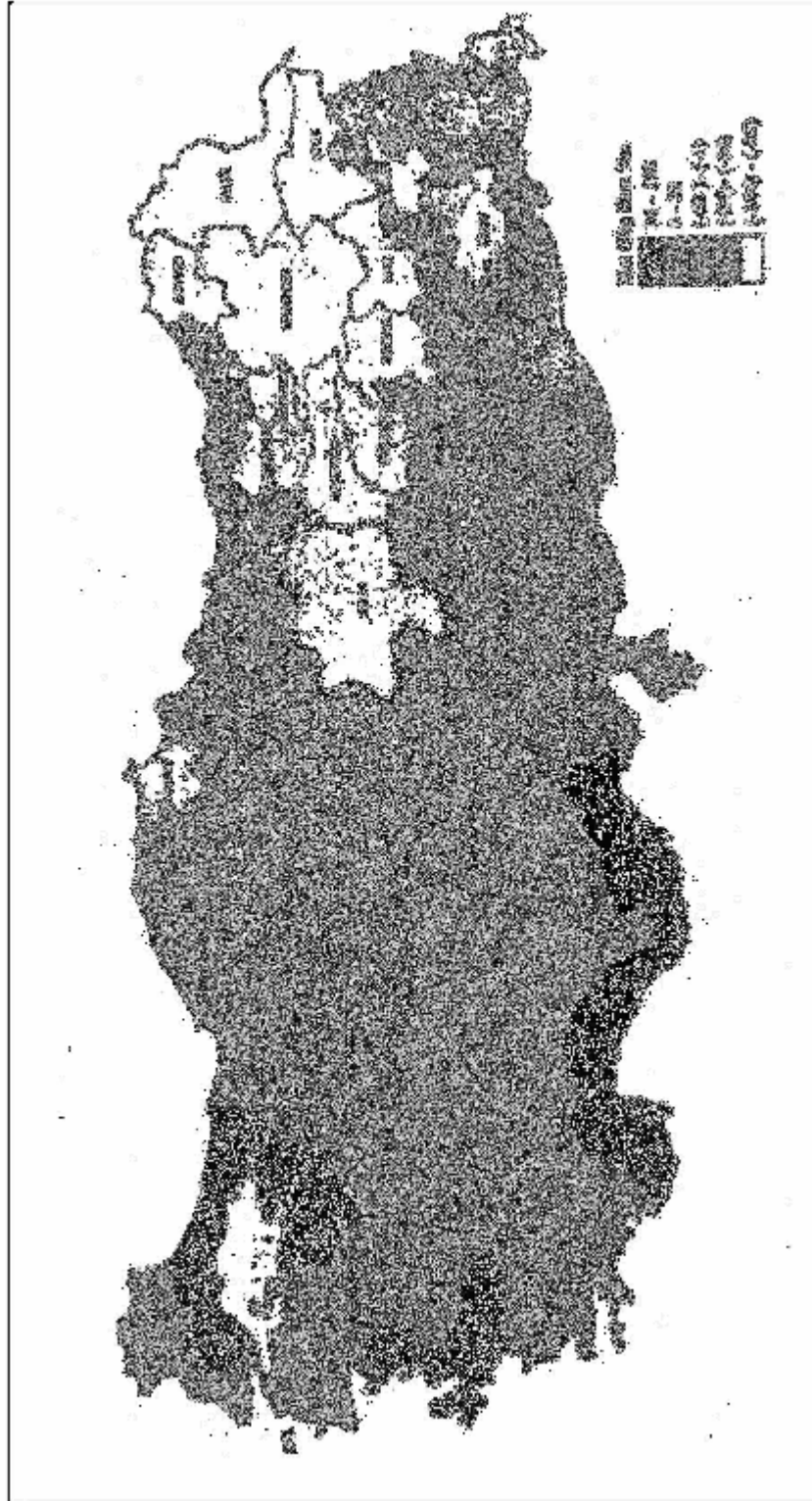
A n n e x e s

LISTE DES SIGLES DES ABREVIATIONS

ANAP	Anavatan Partisi (Parti de la mère-patrie)
AP	Adalet Partisi (Parti de la justice)
BBP	Büyük Birlik Partisi (Parti de la grande unité)
BP	Baris Partisi (Parti de la paix)
CHP	Cumhuriyet Halk Partisi (Parti républicain du peuple)
DHKP-C	Devrimci Halk Kurtulus Partisi-Cephesi (Parti-Front de libération du peuple révolutionnaire)
DP	Demokrat Partisi (Parti démocrate)
DSP	Demokratik Sol Partisi (Parti de la gauche démocratique)
DYP	Dogru Yol Partisi (Parti de la juste voie)
EMEP	Emekçi Partisi (Parti des ouvriers)
FP	Fazilet Partisi (Parti de la vertu)
GP	Güven Partisi (Parti de la confiance)
HADEP	Halkin Demokrasi Partisi (Parti de la démocratie du peuple)
HP	Halkçi Partisi (Parti populiste)
IP	Isçi Partisi (Parti des travailleurs)
MÇP	Milliyetçi Çalışma Partisi (Parti du travail nationaliste)
MDP	Milliyetçi Demokrasi Partisi (Parti de la démocratie nationaliste)
MHP	Milliyetçi Hareket Partisi (Parti du mouvement nationaliste)
MP	Millet Partisi (Parti de la Nation)
MSP	Milli Selamet Partisi (Parti du salut national)
ÖDP	Özgürlük ve Dayanisma Partisi (Parti de la démocratie et de la solidarité)
RP	Refah Partisi (Parti de la prospérité)
SHP	Sosyaldemokrat Halkçi Partisi (Parti social-démocrate populiste)
SP	Sosyalist Partisi (Parti socialiste)
TBP	Türkiye Birlik Partisi (Parti de l'unité de la Turquie)
TIKKO	Türkiye Isçi Köylü Kurtulus Ordusu (Armée de libération ouvrière et paysanne de Turquie)
TIP	Türkiye Isçi Partisi (Parti des ouvriers de Turquie)
YTP	Yeni Türkiye Partisi (Parti de la nouvelle Turquie)

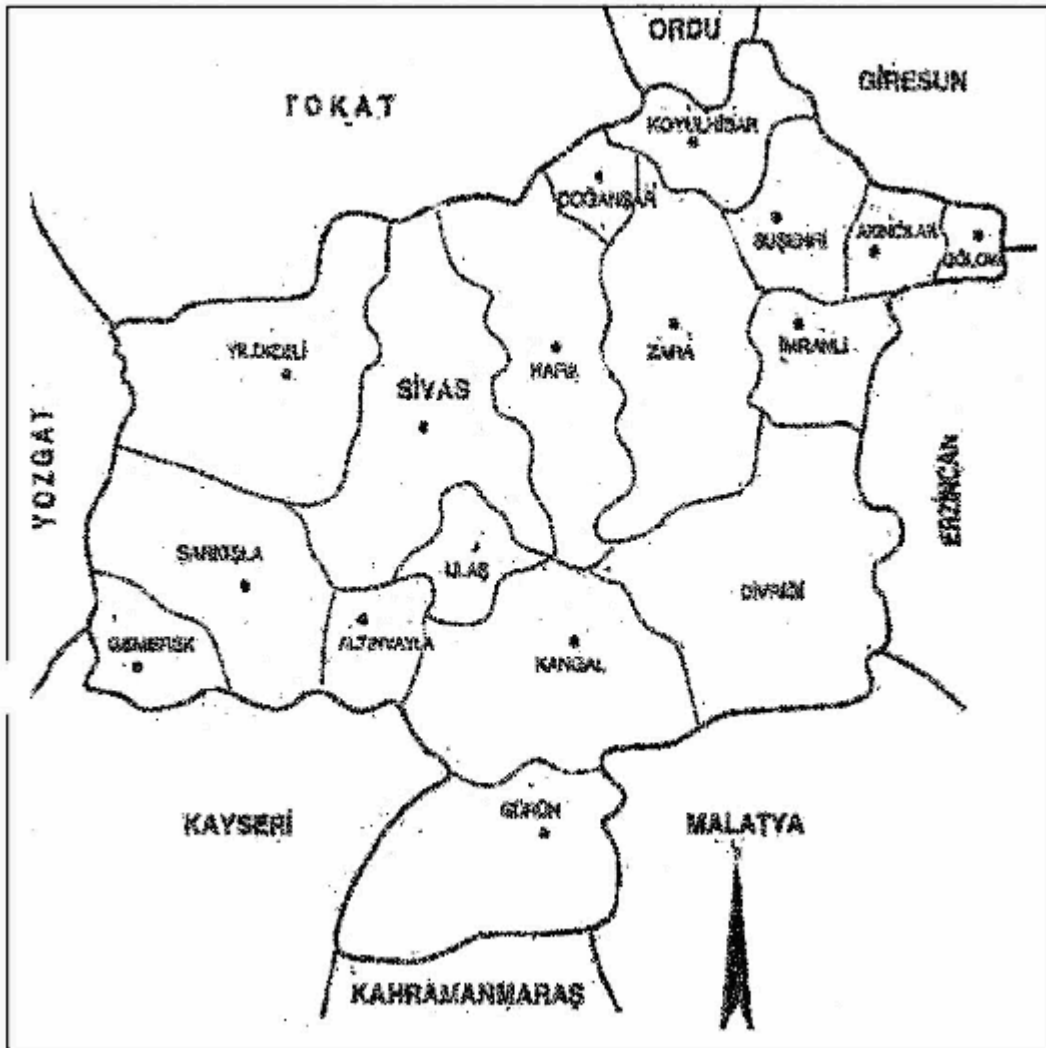
Carte de la Turquie et migration par provinces, 1985-1990

Source : Devlet İstatistik Enstitüsü (1997). 1990 Genel Nüfus Sayımı. Daimi ikametgaha göre iç göçün sosyal ve ekonomik nitelikleri



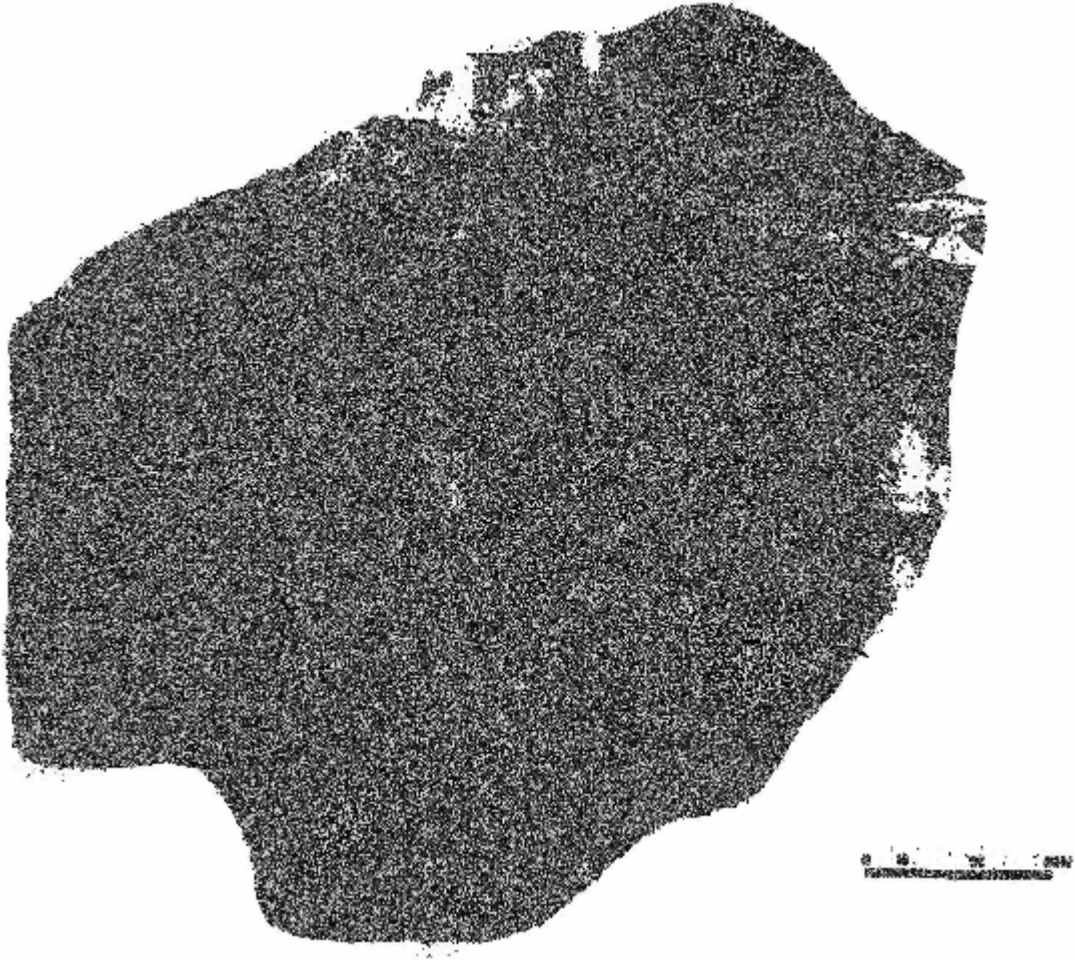
Carte administrative de la province de Sivas

Source : Yasak 1997, p. 98



Carte physique de la province de Sivas

Source : Struck 1984, p. 21



Résultats des élections législatives à Sivas et en Turquie depuis 1961

1961	AP	CHP	CKMP	YTP
Turquie	34,8	36,7	14	13,7
Sivas	4,8	39,2	9,7	44

1965	AP	CHP	MP	CKMP	TIP	YTP
Turquie	52,9	28,7	6,3	2,2	3,0	3,7
Sivas	39,4	33,2	7,1	3,7	2,6	5

1969	AP	CGP	CHP	MP	MHP	TBP	TIP	YTP
Turquie	46,5	6,6	27,4	3,2	3,0	2,8	2,7	2,2
Sivas	29,3	3	30,8	4,1	6,3	16,7	2,9	1,9

14/10/1973	AP	CHP	CGP	DP	MHP	MSP	TBP
Turquie	29,8	33,3	5,3	11,9	3,4	11,8	1,1
Sivas	16,9	32,9	1,9	6,7	4,5	25,7	10,8

5/6/1977	AP	CHP	CGP	DP	MHP	MSP	TBP
Turquie	36,9	41,4	1,9	1,8	6,4	8,6	0,4
Sivas	23,5	42,9	1,4	1,4	13,2	14	3,6

6/12/1983	ANAP	HP	MDP
Turquie	45,14	30,46	23,27
Sivas	46,40	35,28	18,32

29/11/87	ANAP	DSP	DYP	IDP	MÇP	RP	SHP
Turquie	36,31	8,53	19,14	0,82	2,93	7,16	24,74
Sivas	39,48	5,85	7,39	1,35	7,08	12,74	26,11

20/10/91	ANAP	DSP	DYP	RP	SHP	SP
Turquie	24,01	10,75	27,03	16,88	20,75	0,44
Sivas	17,69	7,22	13,34	38,32	22,99	0,45

24/12/95	ANAP	CHP	DSP	DYP	HADEP	MHP	RP
Turquie	19,65	10,71	14,64	19,18	4,17	8,18	21,38
Sivas	23,42	14,21	3,88	10,64	1,22	5,83	39,27

N.B. : L'ANAP a fait en 1995 une coalition locale avec le BBP, ce qui explique ce score exceptionnellement haut par rapport aux résultats ultérieurs. De fait, les deux premiers candidats élus sont ceux du BBP, dont Muhsin Yazicioglu. On estime également qu'en 1987 et 1991, l'ANAP a recueilli à Sivas beaucoup de votes de droite radicale.

19/04/99	ANAP	BBP	BP	CHP	DYP	EMEP	FP	HADEP	MHP	ÖDP
Turquie	13,23	1,47	0,25	8,79	12	0,17	15,4	4,74	17,99	0,84
Sivas	5,48	17	0	11,11	7,93	0,18	27,76	0,68	18,99	0,74

N.B. : Le BP n'a pas pu présenter de candidat à Sivas en raison d'ennuis juridiques.